

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 268
du 20 juin 1988

GRANDE-BRETAGNE
Les marins seuls
dans la lutte

NICARAGUA
Démocratie
et socialisme

Entretien
avec Orlando NUNEZ

RDA
Répression
et exil forcé

URSS
La *perestroïka*
en question



15 FF - 4 FS - 85 FB



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.
Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC) .
Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 268 DU 20 JUIN 1988

- 3 UNION SOVIETIQUE
Avant la Conférence du PCUS
Ernest MANDEL
- 7 Quelles garanties pour la *perestroïka*
OGONIÖK
- 10 GANDE-BRETAGNE
La grève des marins
Alan THORNETT
- 13 NICARAGUA
La paix maintenant ?
Ariane MERRI
- 15 Démocratie et socialisme
Entretien avec *Orlando NUNEZ*
- 20 RDA
Répression de l'opposition
Susan BUCKINGHAM
- 22 "Nous ne voulons pas partir"
entretien avec *Stefan KRAWCZYK*

**EN
BREF...**

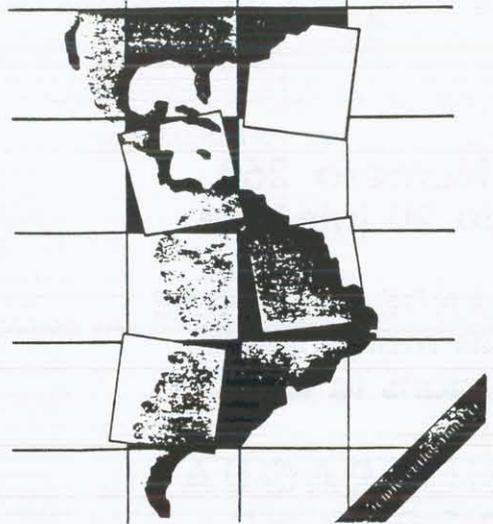


- 24 IRLANDE : Arrestations à Belfast ;
FRANCE : Après la mort de Daniel Guérin ;
DANEMARK : Fête du cinquantenaire ;
BELGIQUE : Sur l'unité des révolutionnaires ;
FRANCE : Rassemblement des rebelles impénitents ;
AFRIQUE DU SUD : Les *Must* de l'apartheid ;
PORTUGAL : Expulsion d'un membre de la commission politique du PCP ;
POLOGNE : Deux dirigeants du Parti socialiste toujours emprisonnés ;
DANEMARK : Une bombe au SAP.

democracia y revolución en las américas

V

Orlando Núñez y Roger Burbach



ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

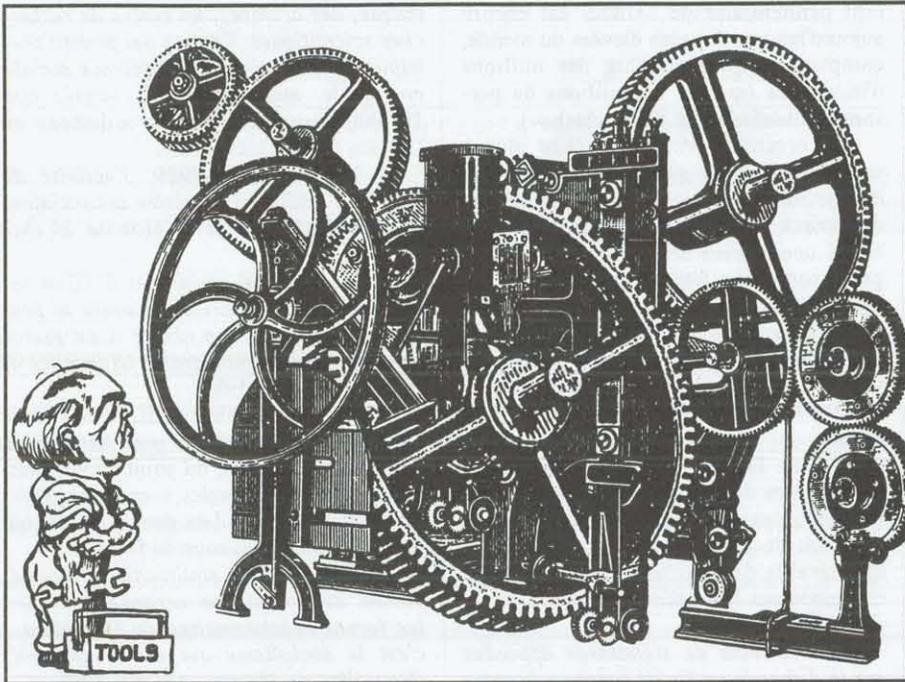
Code postal..... Pays.....

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire -
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS - Tél : 45.32.06.23



UNION SOVIETIQUE

Avant la Conférence du PCUS

LE 13 MARS dernier, la *Sovietskaïa Rossia*, journal de la République socialiste soviétique de Russie, publia sur une page entière la lettre d'une lectrice, une certaine Nina Andréeva de Léninegrad, intitulée "Je ne peux transiger avec mes principes".

Il s'agit d'une défense à outrance de Staline, accompagnée d'une charge à fond contre ce qu'elle appelle les partisans "du socialisme libéral de gauche". Selon elle, cette catégorie englobe des gorbatchéviens de pointe comme les auteurs Charov et Rybakov, les "héritiers spirituels" de Dan et de Martov (dirigeants mencheviks) et les "disciples spirituels de Trotsky et de Lagoda" (amalgame typiquement stalinien puisque Lagoda fut le chef du GPU qui fit incarcérer les Trotskystes

Ernest MANDEL

PAR UNE REVELATION du quotidien du PC italien *L'Unita*, nous savons maintenant que la version publiée de la lettre d'Andréeva fut une version abrégée. L'original comportait 18 pages, dont 5 seulement ont été retenues.

La version originale comportait une défense à outrance de Staline - qui fut un peu adoucie - ainsi que des passages brutalement antisémites également éliminés. Il y avait aussi une attaque à peine voilée contre la *perestroïka* et la *glasnost*.

Le moment de la publication semblait bien choisi. Gorbatchev et son principal collaborateur (certains disent inspirateur) en matière idéologique, Yakovlev, étaient absents de Moscou.

Le terrain semblait libre. Aussi vit-on, par une coïncidence étrange, de nombreux organes de presse soviétiques reproduire la lettre d'Andréeva sans aucune critique ni commentaires d'aucune sorte. Il apparut bientôt que des instructions étaient parvenues aux journaux, les incitant à cette publication.

Un seul journal refusa d'obtempérer, *Znamia younosti*, journal pour les jeunes de Biélorussie.

Tous les autres s'inclinèrent, démontrant ainsi de manière éclatante que l'habitude de répondre automatiquement aux ordres venus d'en haut, sans faire entrer en ligne de compte son propre jugement et sa propre conscience, restait prépondérante parmi les journalistes en URSS, malgré trois années de *glasnost*.

Mais trois semaines plus tard, la *Pravda* elle-même riposta. Le 18 et le 19 avril, elle publia deux contributions, l'une de l'ensemble des organisations d'intellectuels, l'autre de 38 écrivains, dont plusieurs avaient la réputation d'être des "modérés" en matière de *glasnost*, sinon des "libéraux conservateurs" (notamment le président de l'Union des écrivains Markov). Les deux contributions prirent violemment à partie la lettre d'Andréeva.

Ils dénoncèrent les conservateurs qui voulaient faire revenir le pays "aux années où l'on foulait la loi aux pieds". Ils identifièrent la défense de l'époque stalinienne avec une opposition contre le cours réformateur suivi par l'équipe Gorbatchev, avec l'appui de la direction du PCUS. Ils mirent en demeure leurs adversaires d'explicitier leur opposition à la *perestroïka* et à la démocratisation.

A partir de ce moment-là, une véritable tempête anti-stalinienne se déclencha dans les médias soviétiques. Pas un jour ne se passe sans que tel ou tel journal ou hebdomadaire, telle ou telle revue, ne révèle un aspect ou un épisode particulièrement révoltant de l'époque stalinienne. Il est impossible de les citer tous ici. Contentons-nous d'énumérer quelques-unes des principales révélations, reproduites sur des millions sinon des dizaines de millions d'exemplaires, et souvent reprises par la télévision :

Les crimes de Staline

* La collectivisation forcée fut un crime contre le peuple et l'économie soviétiques. Elle a coûté la vie à 10 millions de paysans. Staline en est le principal responsable. (*Argumenty i Fakti*, 4 avril 1988).

* Staline a favorisé l'accession au pouvoir du fascisme et de Hitler en Allemagne (*Nouvelles de Moscou*, 10 avril 1988).

* Les purges sanglantes au sein du parti à partir de 1934, ont coûté la vie à 1 million de communistes innocents. Staline les a personnellement ordonnées et organisées.

* Les victimes des purges qui ont avoué des crimes qu'elles n'avaient pas commis, ont fait ces aveux sous l'effet d'affreuses tortures, ordonnées et "légalisées" par Staline (sources trop nombreuses pour être citées).

* Staline a ordonné la purge de 1937 de l'Armée rouge, parce qu'il s'opposait aux projets de Toukhatchevsky et de ses adjoints de mécaniser rapidement l'Armée rouge, de la doter de divisions blindées, de la défaire d'une cavalerie désuète, et de se préparer à des opérations de défense mobile, en cas d'agression impérialiste. (*Nouvelles de Moscou*, 3 avril 1988).

* En décapitant l'Armée rouge, en mettant, en outre, en prison les principaux innovateurs de l'aviation soviétique, Staline a retardé de plusieurs années la modernisation de l'armée. Il porte du même fait une écrasante responsabilité pour les défaites subies par l'URSS en 1941 et en

1942 devant l'agresseur impérialiste nazi. (*Izvestia*, 3 mai 1988).

* De plus, ces défaites ont été aggravées par la foi aveugle qu'il manifesta dans le prétendu intérêt des nazis à respecter le pacte Hitler-Staline pour éviter une guerre sur deux fronts. De ce fait, le pacte Hitler-Staline fut un crime contre l'URSS. (*Moskovskaïa Pravda*, 18 mai 1988).

* Staline a violé ouvertement la Constitution fédérale de l'URSS, lorsqu'il décida de supprimer des républiques et des territoires soviétiques autonomes et de déporter des ethnies entières à la fin de la guerre.

* Staline maintint jusqu'à sa mort la population soviétique, non seulement à la campagne mais dans les villes, à un niveau de vie misérable, comparable, huit années après la fin des hostilités, à celui de la guerre elle-même, avec rationnement généralisé.

* Le régime pénal instauré sous Staline fut inhumain. Il visa de plus en plus, non pas des opposants politiques, quels qu'ils soient, mais de simples gens du peuple parmi les plus pauvres, des jeunes, des invalides sans ressources, etc.

La législation pénale fut une des plus dures du monde, beaucoup plus dure que celle des pays impérialistes. La popula-

tion pénitentiaire de l'URSS est encore aujourd'hui une des plus élevées du monde, comptant jusqu'aujourd'hui des millions d'incarcérés (malgré les millions de personnes libérées sous Khrouchtchev).

La presse soviétique n'hésite plus à utiliser le terme de *goulag*. Elle cite le cas d'un jeune de 12 ans condamné à cinq ans de travaux forcés en 1943 pour avoir cambriolé une cantine afin de donner à manger à son jeune frère et à ses sœurs cadettes (leur père était mort au front, leur mère les avait abandonnés). Il fut libéré en 1945, puis repris en 1947 pour avoir volé un poisson : dix ans de travaux forcés ! (*Nouvelles de Moscou*, 1er mai 1988).

* Il ne faut pas seulement réhabiliter les victimes de Staline. Il faut leur ériger un monument qui ne soit pas un simple bâtiment de pierre. Alexandre Waisberg, qui travaille dans un laboratoire, déclare à ce propos aux *Nouvelles de Moscou* du 1er mai 1988 :

"La collecte de signatures apposées sur la demande au Soviet suprême de créer un monument aux victimes des répressions stalinienne est l'une des orientations du groupe Mémorial. A notre avis, ce mémorial doit comprendre non seulement un ensemble architectural et sculptural, mais aussi un musée, une biblio-

thèque, des archives, un centre de recherches scientifiques. Tout ce qui pourra contribuer à immuniser la conscience sociale contre le stalinisme". (Il semble que 10 000 signatures furent collectées en l'espace de quelques jours).

* "Depuis 1928-1929, l'activité de Staline a revêtu un caractère antisocialiste prononcé" (*Nouvelles de Moscou*, 24 avril 1988).

* "Le pouvoir appartient à l'Etat soviétique, mais - ainsi en a voulu la pratique déformante - en réalité il est exercé par l'appareil administratif" (*Nouvelles de Moscou*, 15 mai 1988).

L'appareil administratif, c'est manifestement une périphrase pour désigner la bureaucratie. En fait, du point de vue marxiste, les deux formules sont synonymes.

Le tout culmine dans deux formules qui claquent comme un coup de fouet :

* "Les versions stalinienne et brejnévienne du socialisme arrangeaient bien les forces réactionnaires de l'Occident... c'est le socialisme qui est compromis" (*Nouvelles de Moscou*, 1er mai 1988).

* "Le socialisme et le stalinisme sont deux notions incompatibles. Là où il y a du stalinisme, il n'y a pas de socialisme" (*Nouvelles de Moscou*, 24 avril 1988).

Déstalinisation et préparatifs de la XIXe Conférence du PCUS

Tout cela va beaucoup plus loin que la déstalinisation à l'époque de Khrouchtchev, du XXe Congrès du PCUS. Les révélations sont beaucoup plus nombreuses, plus précises, plus générales. Les zones d'ombre sont beaucoup plus réduites. La publicité qui leur est accordée, et l'écho passionné qu'elles rencontrent auprès de secteurs importants des masses, est sans commune mesure avec ce qui s'est passé pendant la période 1956-1962. On se trouve donc bel et bien devant une étape plus avancée de la déstalinisation.

Mieux : on a nettement l'impression que Gorbatchev et son équipe ont sciemment déclenché cette campagne contre Staline et le stalinisme comme une arme dans la bataille fractionnelle qu'ils mènent pour la préparation de la XIXe Conférence du PCUS, qui doit se réunir le 28 juin prochain.

En effet, le mystérieux chef d'orchestre qui avait ordonné la publication et la reproduction de l'article de Nina Andréeva - peu importe que ce soit Ligatchev en personne, ou quelque autre - a voulu bloquer des mesures plus avancées de démocratisation, prévues pour cette conférence par le groupe autour de Gorbatchev. Ces mesures visent la sacro-sainte "stabilité des cadres", dont la remise en question avait causé la chute de Khrouchtchev. Il s'agit de soumettre ceux-ci à l'épreuve de l'élection et de la réélection périodiques. Finalement, deux "investitures" de cinq ans chacune sont prévues pour les responsables, ce qui n'est guère une "révolution anti-bureaucratique", loin s'en faut. On prévoit aussi qu'il doit y avoir plu-



sieurs candidats pour chaque poste de responsable.

Cela suffit déjà pour provoquer la crainte, l'opposition, voire l'indignation des gens en place. Ceux-ci ne résistent plus seulement par l'obstruction, la routine, la passivité, comme le fait une bonne partie d'entre-eux en matière de *perestroïka*. Dans le domaine de la démocratisation, la résistance est plus ouverte. Aussi l'émoi autour de la déstalinisation a-t-il pris la forme d'un vrai débat, après un mois de valse-hésitation.

Les *Izvestia* du 29 avril rapportent un discours du chef du service de propagande du comité du parti de l'arrondissement Kountsevski de Moscou, N. Kojevniko, qui déclara que la lettre de Nina Andréeva contenait nombre de vérités. Et les *Izvestia* de commenter :

"Nous sommes à la veille de la Conférence nationale du parti. Bien plus, la Conférence en fait est déjà en cours. Et tout récemment, la publication des deux articles cités (la lettre d'Andréeva et les commentaires de la rédaction de la *Pravda*) a clairement défini la ligne de partage entre ceux qui militent pour une restructuration radicale et ceux qui voudraient s'en tenir à un ravalement de façade".

"Complot" contre la *perestroïka*

Les adversaires de la démocratisation n'en démordent pas. Les *Nouvelles de Moscou* du 10 avril citent une lettre de huit pages qu'elles ont reçue de la part d'un "groupe Ignatov", lettre qui constitue une véritable plate-forme anti-*glasnost*. La *perestroïka* et la *glasnost* y sont qualifiées de "programme socialiste-révolutionnaire conduisant le pays et le peuple à une catastrophe économique, aux bouleversements sociaux et, finalement, à l'asservissement du pays par les Etats impérialistes". Le groupe Ignatov affirme que c'est le centralisme (stalinien) qui "a permis à notre pays, lors des premiers quinquennats, d'atteindre des rythmes incroyablement rapides de développement économique".

Dans son numéro 4 (fin avril), la *Molodaïa Guardia* (Jeune garde), un des bastions du conservatisme, a publié un article d'un vieux membre du PCUS, M. Malakhov, qui défend et "approfondit" les thèses de Nina Andréeva et du "groupe Ignatov". "Nous allons aboutir à un laxisme idéologique et à l'anarchie" écrit-il. Il s'élève contre "la tendance à condamner les gens de ma génération pour tous les défauts dans l'économie et la vie des dernières décennies. C'est particulièrement dans les années 30 que nous avons réalisé les idées de Lénine (sic)". Il défend ouvertement l'intervention militaire en Hongrie et en Tchécoslovaquie, affirmant que dans "certains pays socialistes, il y avait des forces négatives et que les forces contre-révolutionnaires relevaient la tête".

Ce qui amène Nikolai Chmelov à écrire dans la revue *Novy Mir* (numéro d'avril 1988) : "On en vient involontairement à

l'idée que dans le pays, il se forme, ou s'est déjà formé, un complot du silence contre la *perestroïka*, au sein duquel les intérêts d'une certaine partie des dirigeants locaux, ainsi que de toute une série d'organismes centraux, convergent de plus en plus".

C'est évidemment là où le bât blesse. La XIXe conférence du PCUS doit être constituée par des délégués élus dans les sections locales et régionales du parti. Mais ces structures n'ont point été renouvelées. Elles sont totalement contrôlées par la bureaucratie. Gorbatchev les a apostrophées, secouées, menacées. Il a dû finir par rechercher un compromis avec elles (1).

Les gorbatchéviens de pointe - et sans doute le secrétaire général lui-même - se sentent mal à l'aise dans cette situation. Ils craignent un retour de manivelle si la situation économique ne s'améliore pas (et tout indique qu'elle se détériore plutôt) (2). Ils veulent arracher des garanties supplémentaires contre un retour en arrière, du type de celui qui avait succédé à la chute de Khrouchtchev. Ils réclament des mesures de démocratisation visant l'appareil du parti, voire des mesures de démocratisation permettant aux masses de passer outre l'appareil du parti.

La manière cynique dont s'est réalisée la désignation des délégués à la Conférence - passant souvent outre le résultat du vote - a abouti à l'élimination de beaucoup de gorbatchéviens de pointe, comme le soulignent d'ailleurs de nombreux comptes-rendus dans l'hebdomadaire soviétique, *Les Nouvelles de Moscou* des 22 et 29 mai 1988.

Alexandre Guebran écrit : "Aujourd'hui, il ne faut pas confier entièrement (!) à l'appareil du parti la préparation de la conférence", et pose la question d'une révision du règlement de l'élection des délégués à la conférence. Gavril Popov, l'appuie dans *Sotsialisticheskaïa Industriia*, Youri Andréev, membre de la direction de l'Union des écrivains de l'URSS, argumente dans le même sens dans la revue *Sovietskaïa Kouloura*. Dans le journal *Zaria Vostoka*, porte-parole du CC du PC de Géorgie, un appel est adressé à tous les travailleurs de cette République pour qu'ils tiennent des réunions du parti ouvertes à tous et à toutes, où les questions à l'ordre du jour de la conférence seront discutées de la manière la plus méticuleuse.

Pour faire monter les enchères, les porte-parole les plus avancés de la *glasnost*, tels A. Boutenko, Otto Lacis et Gavril Popov, écrivent qu'il y a deux conceptions du socialisme et de sa construction : l'une léniniste, l'autre stalinienne. Elles se sont formées historiquement, persistent dans la conscience publique comme dans la pratique sociale. Il faut choisir entre elles, car elles s'excluent mutuellement (3).

C'est donc délibérément que l'équipe autour de Gorbatchev a choisi la déstalinisation comme "révélateur" de l'opposition à la *glasnost* et à la démocratisation. Elle le fait parce qu'elle est convaincue

que le verticalisme et l'autoritarisme - qu'elle considère non sans raison comme une des séquelles à long terme du stalinisme - condamnent la *perestroïka* à un échec certain. Elle le fait en fonction de sa crainte d'une "marche-arrière", dont elle payerait les frais, y compris sur le plan personnel. Elle le fait en tirant un bilan de l'échec de Khrouchtchev qu'elle attribue au manque d'engagement des larges masses et aux limites trop étroites de la déstalinisation et de la démocratisation à l'époque. Elle le fait en connaissance de cause, sachant qu'il subsiste pas mal de confusion sur la question de Staline et du stalinisme, que la nostalgie de "l'homme fort" persiste non seulement dans une partie importante de l'appareil mais encore dans certains secteurs du peuple (4).

Limites et contradictions de la *glasnost*

Seulement voilà : la manière même dont le débat sur la déstalinisation a été relancé et approfondi reflète de manière fort nette les limites et les contradictions de la *glasnost*.

Tout continue de partir du sommet. Le sommet autorise la publication de la lettre de Nina Andréeva et recommande sa reproduction. L'immense majorité des organes de presse obéit. Le sommet décide de contre-attaquer par le biais des commentaires publiés dans la *Pravda*. De nouveau, pratiquement tout le monde s'exécute. Le sommet proclame : "il faut discuter". On discute donc. Le sommet dit "il faut démocratiser les élections". On les démocratise donc formellement. Le sommet ajoute : "mais vous n'élirez aucun opposant ouvert à la *perestroïka*" (*Pravda*, 13 mai 1988). On n'élit donc aucun opposant déclaré à la *perestroïka*...

Ce n'est pas là la voie d'une démocratisation suffisamment large et approfondie pour faire échec à la bureaucratie. Ce n'est pas là la voie de la renaissance d'une véritable politisation autonome des masses. Cela peut déboucher sur celle-ci. Cela peut la faciliter, la stimuler même (bien que même les gorbatchéviens semblent hésiter

1) Dans *Le Monde* du 18 mai 1988, Michel Tatu souligne à juste titre que la plupart des dirigeants régionaux du PCUS, il les appelle les "préfets", soit ont été nommés avant l'avènement de Gorbatchev, soit étaient déjà fort avancés dans leur carrière bureaucratique avant leur nomination par Gorbatchev "Comment procéder à une révolution" (le mot est de plus en plus employé maintenant à Moscou en lieu et place de *perestroïka*) avec un matériel humain aussi peu révolutionnaire ?", conclut-il.

2) La dernière "tuile" qui arrive à Gorbatchev, c'est la brusque pénurie de sucre, facilement prévisible par suite de l'accroissement d'achats par les bouilleurs de cru, après la réduction de la production "officielle" de vodka.

3) Les *Nouvelles de Moscou* du 10 avril 1988 publient la lettre d'Ivan Nastavchev, de Kaliningrad, qui apostrophe tous les dirigeants du PCUS des dernières décennies : "Pourquoi n'avez-vous pas instauré un authentique pouvoir du peuple ?".

4) Une lettre de lecteur reçue par les *Nouvelles de Moscou* affirme : "Je partage l'avis de ceux qui estiment que le mot d'ordre d'"anti-stalinisme", qui semble démocratique, est le mot d'ordre sous lequel on voit se ranger, à côté des anti-communistes professionnels, des descendants, vivant parmi nous, des classes renversées par la révolution d'Octobre, ainsi que ceux des riches de la NEP, des bandits contre-révolutionnaires et des koulaks".

ter à ce propos, pour ne pas dire plus). C'est évidemment préférable au "dialogue à une voix", au monolithisme stérilisant, paralysant, dépolitisant et réactionnaire, de l'époque brejnévienne, sans parler du monolithisme terroriste et sanglant de l'ère stalinienne. Mais ce n'est pas assez.

Derrière ces limites de la *glasnost* se profilent les contradictions qu'elle contient. Contradiction entre le principe de la souveraineté des soviets et le régime du parti unique, avec son "rôle dirigeant" confirmé par la Constitution (rôle qui n'était guère mentionné dans la première Constitution rédigée par Lénine). Contradiction entre la démocratisation du parti et l'absence de droit de tendance (sans reconnaissance de la pluralité des partis soviétiques, le droit de tendance ne peut être admis, chaque tendance risquant d'être "un deuxième parti en puissance"). Contradiction entre l'affirmation des libertés démocratiques sans restriction (liberté de la presse, liberté d'association, liberté de manifestation pacifique) et les restrictions inévitables que le régime du parti unique, dirigé bureaucratiquement, impose à l'exercice de ces libertés.

L'opposition aux grèves

Mais ces contradictions ne sont, en dernière analyse, que le reflet des contradictions sociales qui déchirent la société soviétique. Deux exemples le confirment de manière éclatante.

La presse, même les organes les plus libéraux comme *Ogoniok* et les *Nouvelles de Moscou*, continuent à s'opposer aux grèves. La grève spectaculaire d'Erivan, grève générale qui a duré de nombreux jours, qui a abouti à l'élection d'organes représentatifs des grévistes qui ont fait basculer la direction locale du PC (5), et qui ont négocié d'égal à égal avec le Comité central du PCUS, a été sévèrement condamnée par cette presse.

Il en va de même de la grève des travailleurs polonais. A cet égard, les *Nouvelles de Moscou* s'identifient entièrement avec les thèses de Jaruzelski dans leur numéro du 22 mai 1988, passant sous silence, de manière gênée, les mesures de répression économique (licenciements) et policière (matraquages, arrestations) à l'égard des grévistes. La presse publie peu ou pas d'informations sur ces grèves...

La question du pouvoir réel des "Conseils des collectifs des travailleurs" récemment installés dans les entreprises est encore plus révélatrice. Il y a un risque réel que l'autogestion ne se transforme en "démocratie pour le directeur", écrit Evguéni Torkanovski dans les *Nouvelles de Moscou* du 22 mai 1988. "En qualité de président, un dirigeant volontaire peut transformer le conseil non pas en organe du collectif des travailleurs, mais en organe auprès du directeur, docile à la volonté du chef". Et de renchérir : "Un cliché s'est profondément ancré dans les mentalités, selon lequel 'la cuisinière' serait inapte à la gestion...". Qui ne comprend pas qu'il ne s'agit pas seulement d'oppo-



sition de mentalités (réelle, sans aucun doute) mais aussi et surtout d'opposition d'intérêts sociaux ?

Or, la masse des travailleurs ne s'engage pas. D'abord et avant tout parce que ses préoccupations et intérêts immédiats ne sont pas satisfaits. En outre, parce qu'elle craint un retour en arrière. Et comme l'a écrit Grigori Kanovitch de manière saisissante dans les *Nouvelles de Moscou* du 17 avril 1988 : "La peur engendre la flatterie et l'obéissance, le mimétisme et la servilité". En effet. Mais les masses ne s'en libéreront qu'en regagnant confiance dans leurs propres forces, grâce à leur action et organisation autonomes. C'est de l'ampleur de celles-ci que dépend l'avenir de la démocratisation en URSS.

Une nouvelle victoire historique

Ceci dit, la nouvelle phase avancée de la déstalinisation constitue une nouvelle et grande victoire historique comme ce fut déjà le cas pour la réhabilitation pénale des accusés du 3e procès de Moscou, de Boukharine, de Rykov, de Christian Rakovski et de tous leurs compagnons.

La vérité terrible sur l'ère stalinienne et sur le prix qu'en payait le prolétariat mondial et toute l'humanité, notre courant était le seul à l'avoir annoncé dès 1927-1928, et à l'avoir analysé pas à pas, dans chacune de ses principales étapes. Il est le seul à pouvoir aujourd'hui regarder les travailleurs soviétiques en face sans honte. Que peuvent dire ceux qui ont nié, couvert, justifié tant de crimes qui se sont prosternés devant les assassins et les calomnieurs, dont la plupart des dirigeants sociaux-démocrates et des intellectuels de gauche à l'époque du Front Populaire ?

Ce faisant, il a sauvé l'honneur du communisme, et il a assuré sa continuité. Grâce à lui, personne ne pourra dire : tous les communistes ont permis ou toléré pendant un certain temps les crimes de

Staline. Nul ne pourra dire : le communisme conduit fatalement au stalinisme. Car l'adversaire le plus acharné, le plus irrécyclable de Staline - que celui-ci considérait, à juste titre, comme son ennemi numéro 1, - ce fut le communiste Trotsky.

C'est pourquoi il faut poursuivre le combat pour la réhabilitation pénale de tous les inculpés des procès de Moscou, à commencer par Léon Trotsky lui-même.

Ce combat ne porte pas essentiellement sur le passé, sur la vérité historique ; il concerne des principes indispensables au redressement de la situation présente en URSS et dans le mouvement ouvrier international, des principes indispensables à l'émancipation des travailleurs.

Il faut poursuivre cette bataille pour que l'intelligentsia, la jeunesse, les travailleurs soviétiques, aient accès à tous les documents d'époque à partir de 1923. Toute la vérité doit être faite sur les débats qui ont déchiré le parti soviétique et l'Internationale, dès ce moment-là. Tout le monde doit pouvoir juger en possession de tous les éléments nécessaires à ce jugement. Toute la vérité sera rétablie avec éclat.

Les thèses adoptées par le CC du PCUS en prévision de la XIXe Conférence du parti affirment que dès la mort de Staline, la discussion politique libre était étouffée au sein du Parti (*Pravda*, 27 mai 1988). C'est ce que proclamait l'Opposition de gauche, dès 1923 ! L'histoire nous donnera raison sur le rôle et les idées de Trotsky, comme elle vient de nous donner raison sur le rôle et les idées de Staline. ■

29 mai 1988.

5) C'est ce qui a conduit au limogeage du secrétaire du PC d'Arménie.

Quelles garanties pour la *perestroïka* ?

LES ENJEUX en terme de pouvoir que recouvre la préparation de la conférence du parti prévue pour la fin du mois de juin, sont énormes.

Trois semaines après l'offensive des conservateurs lancée dans la *Sovietskaïa Rossia*, la *Pravda*, du 5 avril publiait une attaque en règle de ces positions. Depuis, l'offensive des libéraux se poursuit.

Rupture ou continuité ? C'est dans ces termes que se pose aujourd'hui le problème de la *perestroïka*. Les réponses apportées par les participants de la table ronde organisée par l'hebdomadaire à grand tirage *Ogoniok* et dont nous publions ci-dessous des extraits, (sociologues, économistes, juristes occupant des postes importants), permettent de saisir ce qui se passe aujourd'hui en URSS.

Ogoniok

G. Vodolazov : Comment garantir l'irréversibilité de la *perestroïka* ? Il faut construire la société, participer à la vie de la société, prendre des décisions. Les gens ne peuvent le faire que s'ils savent ce qui se passe. S'ils sont coupés des sources d'information, toutes les discussions sur la démocratie sont vides d'intérêt. La garantie de la démocratie, c'est ce que disait Lénine : "Tout le monde doit tout savoir".

V.N. Choubkine : Mais comment y parvenir réellement ?

G.G. Vodolazov : Je pense qu'aujourd'hui il existe de réelles possibilités, mais qui dépendent beaucoup de la force de l'opinion publique. Dans le domaine de l'histoire, cela peut se faire en un jour : il faut rendre publics les livres qui sont dans les fonds spéciaux, donner un libre accès à la plus grande partie des archives. Le faire en un jour, d'un seul coup. Que les gens lisent les travaux de Strouvé et de Milioukov, de Martov et d'Axelrod ; qu'ils lisent tout Plekhanov, tout Kautsky, tout Rosa Luxembourg ; les travaux de Bernstein et de Radek, ceux de Piatakov et Zinoviev, de Boukharine et de Trotsky ; tous les travaux de Staline et de Khrouchtchev. Ces travaux, et bien d'autres encore, doivent se trouver non dans les "fonds spéciaux" soigneusement protégés, mais dans les rayons de bibliothèques où l'on trouve déjà les œuvres de Toukhatchevski et Roudzoutak, de Vavilov et Kondratiev...

La commission (dirigée par V.A. Solodine) chargée du transfert des ouvrages soviétiques et étrangers des "fonds

spéciaux" dans les bibliothèques ordinaires, y réfléchit actuellement.

Lorsque les personnes sont capables de se former un jugement indépendant, elles ne sont plus les mêmes. On peut enlever beaucoup de choses à la société, en revanche on ne peut supprimer la richesse de la conscience.

Et la science, comment peut-elle se développer ? En étant coupée de l'information ? Sans le droit de connaître et de citer les documents appartenant aux courants les plus divers, l'histoire, l'histoire du Parti, celle qui s'occupe des idées politiques, ne peut tout simplement pas exister.

Nous parlons beaucoup de transparence, mais elle a toujours un caractère limité (...)

Un autre aspect encore de cette question. Nous savons, on nous dit, qu'il y a des discussions, des opinions variées concernant la transparence, la presse. Mais pourquoi ne voyons-nous que le résultat de ce travail. Souvent le résultat est bon : il prend la forme de rapports nourris, présentés à des plénums, des conférences, des réunions. Mais pour le développement de la conscience sociale, ce qui compte ce n'est pas seulement le résultat, c'est aussi le processus qui y conduit.

Hegel disait déjà que le résultat sans le chemin qui y conduit, est privé de vie et de dynamique, que c'est quelque chose de peu effectif. Nous voulons voir comment le résultat se forme à partir de l'affrontement des idées, des positions, des approches distinctes.

Lénine soulignait que la société, et chaque individu en particulier, doit savoir comment un responsable politique s'est conduit dans telle ou telle situation, quelles sont les idées qu'il a avancées, pour que l'on puisse confronter ces idées avec le cours réel de la vie. Chez nous, l'opi-

nion publique sait peu de choses à propos des dirigeants politiques.

V.N. Choubkine : Il y a beaucoup de choses que nous ignorons. Nous ne connaissons pas tous les documents de la veille de la guerre. Nous ne connaissons pas l'intégralité de "l'ordre numéro 227" (1). Nous le publions, mais avec des coupures. Que cherchons-nous à cacher et à qui ? Il est publié dans le monde entier. Les Allemands l'ont déversé par milliers d'exemplaires de leurs avions.

Il serait bon que nous sachions certaines choses sur les pertes humaines pendant la guerre. Nous qui nous sommes battus au front, nous avons vu tomber nos camarades. Ce serait bien qu'avant notre mort, nous apprenions quel a été le prix payé pour telle ou telle victoire dans telle ou telle bataille. La défense de la paix aujourd'hui en serait d'autant plus solide. Et l'appréciation du "génie militaire" du généralissime et de nombre de dirigeants militaires sera alors mieux fondée.

Dans le cadre de l'affaire Béria, il y a eu un acte d'accusation. Pourquoi n'a-t-il pas été publié ? Il aurait permis de regarder sous un jour différent cette époque et ses "héros".

Et le rapport de Khrouchtchev au XXe congrès ? Combien de temps encore allons-nous jouer à cache-cache ? Il a été publié dans le monde entier. Si nous lisions ce rapport, nous comprendrions enfin ce que Nikita Serguéïevitch était un homme remarquable, qu'il était en avance de vingt ans sur son entourage politique. Et un homme très courageux. Il prenait un très grand risque en lisant ce rapport. E.A. Fourtseva, qui était à l'époque secrétaire du Comité central, lors d'une intervention devant l'organisation du parti de l'Université de Moscou, a raconté que lorsque la direction d'alors du parti a voté contre la lecture du rapport, Khrouchtchev s'est ressaisi et a déclaré : "Ce n'est pas vous l'organe principal du parti, c'est le congrès. Je vais me rendre sur le champ au

1) L'invasion de l'Union soviétique par les troupes allemandes le 22 juin 1941 trouva une Armée rouge impréparée (bien que Staline ait été prévenu de différentes sources, notamment par Sorge et Trepper) et qui avait été décapitée par l'épuration stalinienne.

La débâcle des armées soviétiques fut terrible. Le 28 juillet 1942, le commandement n°227 émis par Staline stipulait :

1) "Aux conseils militaires des fronts et avant tout aux commandants des fronts :

a) liquider inconditionnellement les états d'esprit défaitistes dans les troupes et mettre fin d'une main de fer à la propagande affirmant que nous pouvons continuer à reculer à l'Est, que cette retraite ne causera soi-disant pas de tort ;

b) destituer inconditionnellement de leur poste et envoyer au Grand quartier général pour être traduits devant le tribunal militaire, les commandants d'armée responsables de la retraite des troupes depuis les positions occupées sans ordre du commandant du front ;

c) former dans les limites du front, de un à trois (selon la situation) bataillons disciplinaires (de 800 hommes) et y envoyer les cadres subalternes et supérieurs ainsi que les instructeurs politiques correspondant de tous les genres de troupes fauifs d'avoir enfreint la discipline par poltronnerie ou instabilité et les placer dans les secteurs les plus difficiles du front afin de leur offrir la possibilité de racheter par le sang leurs crimes envers la patrie. (...)" (Nouvelles de Moscou du 7 février 1988).

congrès et je vais leur demander s'ils veulent ou non écouter mon rapport, et les informer de votre position". Ce n'est qu'après cette déclaration qu'ils se "résignent".

V.N. Choubkine : Depuis le début des années 30 et jusqu'à nos jours, on a fait prévaloir les intérêts de l'administration sur ceux de la société, des individus et des groupes réels. On les a opposés. Il est un problème très important : savoir si la société peut contrôler l'Etat. Pendant une longue période, nous avons eu la possibilité de réaliser ce contrôle sans opposition, par exemple sous la forme du contrôle populaire. On disait également que certaines fonctions devaient être prises en charge par les syndicats et la presse. L'heure des bilans a sonné. Ils sont tirés de façon variable. Je me sens très proche de l'académicien Likhatchev lorsqu'il écrit dans *Literatournaia Gazeta* que nous n'avons pas encore pris conscience de la profondeur de l'abîme dans lequel nous sommes tombés.

Certes, on peut prendre sur le champ un décret renforçant le contrôle populaire et créant des commissions avec des travailleurs d'avant-garde chargés d'assurer ce contrôle, mais je doute beaucoup que dans les conditions actuelles, cela puisse fonctionner efficacement.

Je pense qu'il est indispensable de créer de nouvelles organisations sociales, que l'on pourrait appeler "groupes de soutien à la *perestroïka*", qui seraient chargées d'exprimer l'opinion publique, la porteraient à la connaissance des autorités et qui veilleraient à ce qu'il en soit réellement tenu compte lors du règlement des problèmes d'intérêt général. Sans cela, je crains que cela ne se termine mal, une fois de plus.

Ces organisations sociales devront se réclamer du socialisme, défendre les idéaux socialistes. Je pense que plus on avancera, plus il sera possible que progressivement, se créent de telles organisations sur une base socialiste.

B.P. Kourachvili : C'est juste ! Simplement il faut préciser de quels groupes sociaux nous parlons. J'ai une proposition. Chez nous, quelqu'un qui n'est pas au parti et qui n'est plus en âge d'être au Komsomol (Jeunesses communistes, ndlr), celui-là n'entre dans aucune formation sociale, il est pratiquement privé de la possibilité de manifester de façon régulière une activité sociale et politique. Il est privé de la possibilité d'influer sur la vie politique, de participer à la *perestroïka*. Je proposerais de créer une Union démocratique pour le développement socialiste. Ou une Union démocratique pour le renouveau socialiste. Ce qui compte, ce n'est pas le nom. Il existe des unions de ce type dans beaucoup de pays socialistes.



C'est le Front national en RDA et en Tchécoslovaquie, le Front patriotique en Bulgarie, une union similaire a été créée en Pologne (2).

Cette union démocratique, il ne faut pas l'imaginer comme le "parti des sans-parti". De par sa nature même, elle doit être ouverte et accessible à tous les citoyens, aux communistes et aux sans-parti, aux jeunes Komsomols et à ceux qui ne le sont pas, aux croyants et aux non-croyants, à tous ceux qui veulent participer à la *perestroïka*. La nouvelle Union fonctionnera sous la direction du parti, de fait cela constituera pour lui une arène importante où développer son activité idéologique et éducative.

Mais cette Union ne doit pas devenir quelque chose de purement formel et démagogique, une fiction, une sorte de drapeau pour orner la façade de la démocratisation. Elle doit être une organisation socio-politique autonome, ayant ses propres racines politiques, son identité, une autorité réelle. Et surtout, il doit être possible de faire passer dans la réalité ses décisions. Aussi, l'Union, à tous les échelons doit-elle avoir le droit, la possibilité de formuler des critiques à l'encontre des comités du parti, des soviets et de l'appareil de gouvernement, sur la réalisation

pratique des décisions programmatiques du parti, et le respect de la légalité.

Premièrement, elle fera des propositions concernant les décisions programmatiques du parti, participera à l'examen des projets. Deuxièmement, elle prendra des initiatives de lois. Troisièmement, elle organisera des campagnes électorales : présentation de candidats, examen des candidatures, rencontres, etc. Elle devra lutter contre le bureaucratisme, et aider ceux qui réclament justice : ceux qui ont été licenciés de façon illégale ou ont subi une condamnation injuste, tous ceux qui aujourd'hui errent dans les antichambres des rédactions à la recherche de protection et de vérité.

On pourrait célébrer les cinquante ans de la création du Bloc des communistes et des sans-parti non par des meetings déserts, mais par un progrès sérieux dans son développement qui permettrait d'entraîner communistes et sans-parti dans une activité créatrice, dans la *perestroïka*.

L.A. Gordon : Mais plutôt que d'imaginer des sociétés et des organisations artificielles, ne pourrait-on pas soutenir celles qui existent déjà ? Il existe à présent un très grand nombre d'associations informelles. Elles se développent et ne risquent pas de se volatiliser ! Elles apparaissent à droite comme à gauche. Lors des rencontres

et des discussions de ces organisations informelles, on avance fréquemment l'idée de créer une Union des partisans de la *perestroïka*, qui regrouperait membres du parti et sans-parti, et dont le but serait d'aider la direction du parti à mener à bien la *perestroïka*. Voilà ce qui est essentiel. Voilà le chemin qu'il faut emprunter. Voilà un chemin qui a mûri dans la vie elle-même.

B.P. Kourachvili : Leonid Abramovitch, il me semble que nous proposons la même chose. Simplement les groupes indépendants, les associations informelles sont très hétérogènes. Ils fonctionnent de façon non-structurée, ils ne débouchent pas sur le système de gouvernement existant, ils ne peuvent pas avoir d'influence sur les prises de décision.

I.K. Pantine : Puisque l'on a commencé à parler du contrôle par la société... on peut peut-être aller plus loin. Pourquoi au Soviet suprême n'y-a-t-il pas de commission s'occupant des problèmes de sé-

2) Les organisations "à vocation de masse" qui existent dans ces pays sont censées associer les partis "autres" que le PC ou les sans-parti avec le Parti communiste.

curité intérieure et extérieure et des problèmes de défense ? Pour quelle raison ? Pourquoi ces organes échappent-ils au contrôle de la société ?

Iou. S. Markhachov : Nous parlons de démocratie interne au parti, de démocratie sur le plan économique, mais par contre nous ne nous intéressons nullement à ce qui se passe au niveau des Soviets, comme si cette sphère de la vie sociale n'avait pas d'importance pour nous. C'est en soi symptomatique. Que sont les Soviets aujourd'hui ? La majorité de la population la prend-elle au sérieux ? On dirait que tout le monde a oublié que la révolution d'Octobre s'est faite aux cris de "Tout le pouvoir aux Soviets". Les travailleurs en masse se sont lancés dans la Révolution sous ce mot d'ordre. Selon Lénine, le pouvoir devait appartenir entièrement aux Soviets, sans restriction ni limitation. Tout le pouvoir ! C'est pour cette raison qu'à l'époque, les différentes organisations politiques se livraient une bataille acharnée dont l'enjeu était l'influence dans les Soviets. Après la mort de Lénine, les Soviets, d'organes du pouvoir d'Etat, se sont transformés en organes auxiliaires de l'appareil du parti. Un citoyen, un tant soit peu avisé, lorsqu'il a un problème à résoudre s'adresse au comité du parti et non au comité exécutif du Soviet local. Une atmosphère particulière s'est créée au sein des Soviets et autour d'eux : ils ne peuvent pas grand-chose, ils n'ont guère de responsabilités, ils attendent les instructions comme des coureurs attendent le coup d'envoi. Dans le District et la Région, le "patron", c'est le premier secrétaire.

Financièrement, les Soviets sont souvent étroitement dépendants de différentes administrations qui ont des entreprises sur ce territoire. Les dirigeants des chantiers, usines, entreprises de transports, surtout ceux qui relèvent de Moscou, ignorent en toute impunité les organes locaux des Soviets, ou les directives que ces derniers peuvent prendre. Ne tenant compte que des intérêts de leurs administrations, ils causent des dégâts importants à l'économie, aux ressources naturelles, à l'écologie, à la santé de la population. Mais les Soviets sont impuissants face aux ministères.

Maintenant, je vais lire l'article 2 du premier chapitre de la Constitution d'URSS : "Tout le pouvoir en URSS appartient au peuple. Le peuple exerce le pouvoir par l'intermédiaire des Soviets de députés populaires, qui constituent le fondement politique de l'URSS. Tous les autres organes d'Etat sont soumis au contrôle des Soviets et responsables devant eux".

Mais cet article de la Constitution de l'URSS est loin d'être appliqué en tout lieu et sur tous les plans.

Igor Konstantinovitch Pantine a parlé de certains organes d'Etat (KGB, ministère de la Défense) sur qui le contrôle du Soviet suprême et des Soviets locaux devrait être renforcé. Si l'un de ces organes échappe au

contrôle des Soviets, c'est une violation manifeste et déclarée de la Constitution.

B.P. Kourachvili : Ce qu'ont proposé les derniers intervenants, ce n'est rien d'autre qu'une "semi-parlementarisation" des Soviets. Effectivement, il conviendrait peut-être, d'avoir des commissions auprès des Soviets qui fonctionneraient en permanence avec des députés déchargés de leur activité professionnelle. Par ailleurs, il ne faudrait pas élire dans les Soviets des fonctionnaires de l'appareil.

En second lieu, il faut effectivement libérer les Soviets de la tutelle de l'appareil administratif.

Enfin, et c'est le point essentiel, il faut concentrer l'activité du parti sur les questions politiques et idéologiques, ne pas disperser les forces du parti. Pour décharger le parti des fonctions qui ne sont pas les siennes, il faut renforcer les Soviets et leur transmettre ces fonctions.

L. la. Gozmann : Je considère que la principale garantie concernant le caractère irréversible de la démocratie c'est que la masse des gens la veuille, qu'ils veuillent ces réformes. Actuellement, la majorité est pour la *perestroïka*. Mais qu'en est-il pour la suite ? Pour l'instant, la *perestroïka* n'apporte pas d'avantages économiques. Certes, les réformes économiques, si elles réussissent, apporteront des avantages, à certains en tout cas, plus tard. Par contre, des inconvénients j'en ai tout de suite. Pour prendre un exemple, la réforme des prix, quelle que soit la prudence avec laquelle elle sera menée, est une épreuve brutale. De fait, les prix ont déjà augmenté. Les cafés coopératifs, vous pouvez aller voir, c'est l'horreur du côté des prix. Les réformes économiques sont désavantageuses non seulement pour

ceux qui ne veulent pas perdre leurs privilèges, elles le sont aussi (maintenant, à l'heure actuelle) pour beaucoup (à l'exception bien entendu des membres des coopératives et des travailleurs indépendants qui ont commencé à gagner pas mal). En revanche, prenons le cas d'un travailleur qui fabrique soigneusement une pièce, mais que l'on paie moins ou en tout cas pas davantage (psychologiquement, c'est la même chose) parce que la production n'est pas compétitive sur le marché mondial. D'un point de vue économique c'est tout à fait rationnel, mais pas du point de vue de cet ouvrier : lui, il fait bien son travail.

Si les réformes ne sont pas avantageuses au plan économique, à quel niveau le sont-elles ? Psychologiquement. Mais à cela on ne réfléchit guère.

Il me semble qu'une résistance à la *perestroïka* de la part d'une partie de la population peut venir du fait que les mesures prises le sont sans une préparation psychologique. Elles n'ont pas fait l'objet d'une expertise psychologique (cela n'existe pas chez nous), aussi suscitent-elles désenchantement et mécontentement.

On peut prendre comme exemple la procédure tout à fait démocratique d'élection des dirigeants dans les entreprises. Apparemment, on ne saurait rêver mieux ! En fait, je connais un grand nombre de combinats où personne ne veut des élections, ni l'administration, ni les "masses". L'élaboration de procédures démocratiques fondées psychologiquement est un travail particulier dont personne ne se soucie. Les choses se font comme par le passé, "au hasard", ce qui a pour effet de jeter le discrédit sur des choses qui seraient bonnes en elles-mêmes. ■

Avril 1988

Campagne pour la réhabilitation juridique et pénale des victimes des procès de Moscou

ETAT ESPAGNOL : Valentin Redondo, Président du comité d'entreprise de GERESAS ; Vincens Ballester, militant du POUM ; Manuel Vasquez Montalban, écrivain ; Juan de Dios Cañete, Conseil du PSOE de Ceriñadola ; Raimon, chanteur ; Carmen Sansa, actrice ; Raul Garcia, Université autonome de Barcelone ; Victoria Cremer, Prix national de poésie ; Josep Carandell, journaliste ; Agapito ramos, Conseil autonome de Madrid ; Eduardo Mangada, Conseil d'urbanisme de l'Autonomie de Madrid ; Empar Pineda, féministe ; José Mariano Benitez de Lugo, avocat ; Pablo Castellano, Conseil général du pouvoir judiciaire ; Pelai Pagès, historien ; Mariano Sanchez, journaliste ; Jaime Pastor ; Miguel Angel Rodriguez Lorige, Président du Comité d'entreprise du ministère de la Culture pour les Commissions ouvrières ; Enrique del Olmo ; Maria Teresa de Andrade ; Francisco de Cabo, Comité central du POUM ; Wilebaldo Solano, Comité central du POUM ; Jorge Gordon Nuevo, journaliste ; Adolfo Fernandez Marugan, biologiste ; Fernando Savater, philosophe ; Javier Maestro, historien ; Enrique Rodriguez Arroyo, Comité central du POUM ; Enrique Caldach, journaliste ; Eugenio Fernandez Granell, peintre ; Carles Girbau, journaliste ; Alejandro Arizcun Cela, historien.

URUGUAY : Raoul Sendic, MLN-Tupamaros ; E. Fernandez Huidobro, MLN-Tupamaros ; Guillermo Chiflet, Parti socialiste-Frente Amplio ; Mouvement révolutionnaire oriental-Frente Amplio ; Mario Rossi ; Sergio Napoli ; Fernando Rodriguez ; Alejandro Quiroga ; Elena Lequio ; Rodolfo Lares ; Rosalia Sanles ; Diaz Stefano ; Nemesio Falcon ; Parti socialiste des travailleurs ; Marita Silvera ; Gauche démocratique indépendante-Frente Amplio ; Victor semproni ; Hector Diaz ; Eduardo Rubienes ; Daniel Parada ; Marcelo Fereira ; Helios Sarthou ; Juan Manuel Rodriguez ; Eduardo Rubio ; Daniel Coll ; Zulma Nogara, Frente Amplio ; Washington Estellano, Professeur de sociologie à la Faculté d'architecture ; Ruben Correa, architecte ; Adolfo Cortategui, comptable ; Conrado Petit, professeur à la faculté d'architecture ; Hugo Rodriguez Filippini, membre du Comité exécutif du PS ; Miguel Brasesco, architecte ; José Luis Parodi, professeur à la faculté d'architecture.

La grève des marins

LES GREVISTES de la société P&O de Douvres ont été trahis par la direction droitière du Syndicat national des marins (NUS), syndicat traditionnellement modéré.

Le 12 mai, le Comité exécutif national du NUS, sur la recommandation de son secrétaire général McCluskie, a ordonné à tous ceux qui faisaient grève en solidarité avec les équipages de Douvres de cesser toute action et de retourner dès le lendemain à un rythme de travail normal. En conséquence, les grévistes de Douvres qui ont voté la continuation du mouvement, sont aujourd'hui dangereusement isolés au milieu d'une lutte majeure contre le plus gros armateur de Grande-Bretagne.

Alan THORNETT

LA GREVE DE DOUVRES a commencé au début février pour riposter aux conditions draconiennes de travail que la direction voulait imposer et qui auraient supprimé l'emploi de 500 travailleurs sur un total de 2 300. P&O exigeait sept jours de travail alternant avec sept jours de repos, 24 heures par jour, sept jours d'affilée. Cela représente une formidable augmentation des heures de travail pour un salaire moindre. Les équipages auraient travaillé 16 heures sur 24, pendant les 8 autres heures ils n'auraient pas été payés, mais auraient été astreints à rester à bord et en service. Les grévistes pensent que cela causerait du tort à la vie et à la santé des équipages et serait un danger grave pour la sécurité de la navigation.

On peut mesurer la détermination et le caractère impitoyable de l'offensive du patronat britannique au fait que les responsables du désastre du Herald of Free Enterprise (ferry-boat qui a coulé en mer du Nord, au mois de mars 1987, faisant 200 morts) aient pu imposer ces conditions si peu de temps après le drame. Les nouvelles conditions de travail sont liées à la fois à la concurrence inter-entreprises des sociétés de ferrys qui anticipent la construction du tunnel sous la Manche et à l'offensive générale des employeurs, orchestrée par le gouvernement conservateur.

La grève de Douvres en découle directement. En janvier, les équipages travaillant pour la Compagnie Man Steam Packet ont occupé les navires pour s'opposer aux nouvelles pratiques imposées. Le NUS a organisé le vote de ses adhérents des compagnies de ferrys pour savoir s'ils voulaient faire une grève de solidarité. Mais elle a été décrétée "action secondaire" (seuls sont autorisés à faire grève les personnels directement concer-

nés, toute action de solidarité est déclarée "secondaire" et illégale - ndr) par la Haute Cour et déclarée illégale d'après la loi syndicale que les conservateurs ont fait adoptée.

Cette loi a pris un poids massif dans le mouvement syndical britannique aujourd'hui. Les grèves sont autorisées seulement dans le cas où elles sont dirigées directement contre l'employeur et ont été votées au scrutin secret. Une fois une grève déclarée illégale, les tribunaux ont le pouvoir d'empêcher toute action syndicale en saisissant les avoirs du syndicat. Ils peuvent aussi imposer des amendes illimitées et des dommages également sans limites pour entrave au travail.

D'abord McCluskie a dit que la grève nationale devait continuer, et qu'il était prêt à défier la loi et même à aller en prison si nécessaire. Puis ensuite, il annula la grève et se plia à la loi. Sa décision fut un désastre pour le NUS et le réduisit virtuellement à l'impuissance car sa seule véritable force réside dans sa capacité à appeler à des actions nationales impliquant l'ensemble du secteur. Les grèves contre des patrons particuliers peuvent être rapidement isolées et défaites. C'est aujourd'hui la situation des grévistes de P&O.

Un seule voix contre

Après le retour généralisé au travail, les équipages de la compagnie P&O de Douvres sont restés seuls dans l'action. Douvres n'est pas un port traditionnellement combatif et pourtant au cours d'un vote à bulletin secret des 2 300 marins du port, une seule voix s'est prononcée contre la grève. Ce niveau d'unanimité s'est maintenu pendant les deux premiers mois de lutte.

McCluskie était opposé à la grève dès le départ. Il disait qu'elle était battue

d'avance, et qu'il n'était pas prêt à être un "nouvel Arthur Scargill" (dirigeant du syndicat des mineurs dont la longue grève (1984-1985) a été vaincue par Thatcher). A plusieurs reprises, il a tenté d'obtenir un vote pour l'annuler, mais cela fut refusé, à chaque fois, par des meetings de masse.

Bien qu'isolés, il est clair que les grévistes de Douvres combattent pour toute la profession. Si P&O, de loin le plus gros armateur, devait gagner, d'autres employeurs suivraient. Ils luttent aussi pour le NUS, car gagner la grève de Douvres est le seul moyen qu'il demeure un syndicat viable. Le NUS a déjà souffert à cause de l'importante réduction de la flotte marchande britannique ces dernières années, qui a fait descendre ses effectifs au chiffre de 20 000.

La grève s'est maintenue grâce à l'auto-organisation de la base et au soutien financier du mouvement ouvrier. Des cantines de Douvres et de quatre villes voisines ont fourni des repas chauds tous les jours pour plus de 1 000 familles. A Deal (à quelques kilomètres de Douvres) le Syndicat national des mineurs du Kent a offert ses services aux grévistes.

Par la suite, un groupe de soutien composé de femmes a été formé, comprenant à la fois des épouses de grévistes et des femmes elles-mêmes grévistes. Elles ont joué un rôle de plus en plus important au fur et à mesure de la progression de la lutte. Un tel développement dans un secteur aussi dominé par les hommes est un résultat direct du rôle joué par les Femmes contre la fermeture des puits (WAPC) pendant la grève des mineurs. Les militantes du WAPC du Kent travaillaient avec elles.

P&O annonce des licenciements

A la mi-avril, des pressions exercées directement par les grévistes de Douvres ont forcé le Comité exécutif du NUS à organiser une consultation des adhérents sur la question d'une grève nationale de solidarité. P&O intenta une action devant la Haute Cour et obtint un référé pour interdire le vote et la saisie des bulletins de vote. McCluskie s'y plia promptement, et Douvres resta isolé.

A la fin avril, cependant, il se produisit un développement dramatique. P&O annonça le licenciement de tous les grévistes et le recrutement d'équipages "jaunes" pour les remplacer, la fin de tout accord collectif et la dé-reconnaissance du NUS.

La base répondit immédiatement, et la grève s'étendit aux équipages de Sealink, à Douvres, qui refusèrent de briser les piquets de grève. McCluskie déclara qu'aucun ferry britannique ne prendrait la mer, à partir d'un port britannique. En 24 heures, l'action s'étendit à 19 autres ports.

La décision de P&O divisa les grévistes pour la première fois. La direction déclara qu'une majorité avait répondu à son appel et signé les nouveaux contrats, chiffre grossièrement exagéré et tout à fait contesté par le NUS. Plusieurs centaines



Piquet de grève à Douvres

de grévistes furent d'accord pour retourner au travail et former la base de l'opération "jaune" de P&O. La compagnie envoya ses équipages de jaunes à Rotterdam pour ramener deux ferrys afin de commencer un embryon de service entre Douvres et les ports belges. Ils firent passer les équipages de jaunes en car, à travers les piquets de grève de Douvres.

Le 3 mai, Sealink, dont toute la flotte était immobilisée à cause de l'action de solidarité, en appela à la Haute Cour et obtint une ordonnance exigeant le retour au travail de tous les marins, sur-le-champ. C'était une nouvelle confrontation brutale entre le NUS et les tribunaux. McCluskie était de nouveau en première ligne !

Défi direct à la loi anti-syndicale

A la grande surprise des militants, du secteur ou non, il fit une déclaration publique pour expliquer que le syndicat devrait défier la loi, en accepter les conséquences, et étendre l'action au-delà des ferrys : *"Cette décision conduira à une extension de l'action ouvrière aux bâtiments britanniques dans le monde entier. Nos membres resteront en grève jusqu'à ce qu'un juste règlement soit atteint avec P&O"*.

Peu après, le Comité exécutif national du NUS appela à une grève totale de l'ensemble de ses membres, y compris ceux des navires au long cours. En annonçant sa décision, McCluskie a dit : *"Le NUS ce n'est pas du mortier et des briques, des machines à écrire et des bureaux. Ce sont les hommes et les femmes qui vont en mer et se battent ensemble pour défendre leur droit au travail et combattre pour la justice. S'il est forcé de choisir entre la protection des biens du syndicat ou le soutien à ses membres, il choisira toujours le second"*.

Ce fut une décision mémorable. Depuis que les lois anti-syndicales des conservateurs ont été utilisées contre les mineurs lors de leur grève de 1984-85, il est

clair que la seule réponse efficace est le défi à la loi, l'extension de l'action et l'appel au soutien du mouvement ouvrier. Cela a été le problème de toutes les luttes importantes depuis la grève des mineurs. Pendant le conflit de 1986-87, chez Wapping, la politique officielle des syndicats d'imprimeurs a été de ne pas enfreindre la loi. Ils étaient également décidés à ne pas étendre la lutte au-delà de l'entreprise Wapping. C'est justement cette politique qui amena l'isolement et la défaite. Aujourd'hui, la décision du NUS fait apparaître la possibilité d'une remise en question des lois réactionnaires elles-mêmes.

McCluskie enrôla des militants de Deal pour répondre à cet appel. Ils allèrent dans tous les ports, de bateau en bateau, pour les faire mettre en grève. Pratiquement tous les navires suivirent le mouvement, à l'exception de quelques membres d'équipage de paquebots de luxe. Tous les équipages des ferrys se mirent en grève dans tous les ports, de même que les navires de ravitaillement des plates-formes pétrolières en mer du Nord. Dans plusieurs ports, les navires furent occupés après que les équipages aient été mis à pied pour avoir soutenu l'action.

La Haute Cour taxa le NUS d'une amende de 150 000 livres et ordonna la saisie de tous les biens du syndicat. Cela impliquait la saisie des fonds s'élevant à 2 millions 800 000 livres, la fermeture de tous ses locaux nationaux et locaux, le gel des salaires des permanents, la suspension des fonds de retraite, la saisie des voitures appartenant au syndicat ainsi que la coupure de la ligne téléphonique.

La réponse de McCluskie à cette décision fut que la grève devait continuer et que le syndicat continuerait à défier les tribunaux. *"Si nécessaire"*, il se disait prêt à *"diriger le syndicat depuis une tente à Clapham Common"* ! (espace vert proche du local central du NUS à Londres). La direction du syndicat publia alors la déclaration suivante : *"Quand d'autres membres du NUS ont essayé d'entrer dans l'action pour soutenir leurs collègues de P&O, la loi a déclaré que le syndicat de-*

vait cesser d'exister. C'est peut-être la loi, mais ce n'est pas la justice."

McCluskie forcé à l'action

C'était remarquable de voir un droitier diriger le défi le plus important lancé aux lois anti-syndicales, depuis la fin de la grève des mineurs. Et la situation avait une dynamique claire. Si le NUS continuait à défier les tribunaux, les sanctions infligées, si la loi devait être pleinement appliquée, atteindraient un tel degré que le reste du mouvement ouvrier pourrait s'y trouver englobé.

Si le cours des événements et les implications de ce qui arrive au mouvement syndical peuvent forcer McCluskie à l'action, cela doit être possible avec d'autres directions de droite et de gauche, y compris celle de la Confédération syndicale nationale, le TUC. C'est là un point politique important, car d'autres dans l'extrême-gauche, comme le Socialist Workers Party de Grande-Bretagne (SWP - Parti socialiste ouvrier), défendent l'argument qu'on ne peut jamais forcer les bureaucraties à l'action et à la mobilisation, donc il ne faudrait plus s'occuper d'eux et tout simplement organiser la base. Cette conception méconnaît la relation entre la base et la direction dans un syndicat, nie la capacité des organisations de base d'obliger les structures officielles à agir, et laisse le mouvement aux mains des bureaucraties.

La riposte du mouvement ouvrier, en général, à la saisie, a été de recueillir de l'argent pour le NUS depuis les donations officielles jusqu'aux collectes dans les ateliers. Même le "Cabinet fantôme" du parti travailliste (gouvernement fictif, mais dûment constitué de l'opposition) a appelé au soutien financier, s'affrontant à la menace de la part de P&O d'être traîné en justice pour son soutien à une grève illégale. En même temps, des groupes de soutien, dont certains existent toujours depuis la grève des mineurs, ont recommencé à fonctionner ou se sont créés.

La réponse de McCluskie a été d'aller

au TUC et là, avec le secrétaire général Norman Willis, du Service des conciliations, ils ont commencé à discuter avec le président de Sealink, James Sherwood. Ce dernier fut d'accord pour essayer de ramener le président de P&O, Jeffrey Sterling, à la table des négociations (McCluskie avait fait une tentative antérieure, sans succès, pour utiliser Sealink en ce sens). En coulisses, Willis expliqua à McCluskie que le TUC ne pourrait apporter aucun soutien concret tant que les tribunaux n'auraient pas tranché.

La pression s'alourdit

Le président de P&O, Jeffrey Sterling, n'est pas un personnage de bon augure dans cette grève. Il est étroitement lié aux conservateurs, et fut conseiller de ce parti auprès de la commission qui mit au point la législation anti-syndicale aujourd'hui en application. P&O contribua aussi, pour 100 000 livres, au financement du parti conservateur l'an dernier, ce qui n'est pas sans rapport avec la décision du gouvernement de ne pas poursuivre l'enquête sur le désastre du Herald of Free Enterprise.

Après plusieurs jours de négociations un accord fut élaboré : le NUS exempterait Sealink de l'action de grève et en retour cette compagnie mettrait des bateaux supplémentaires sur les lignes en grève dont les équipages comprendraient 450 des grévistes licenciés par P&O. L'emploi serait temporaire et cesserait à la fin de la grève. Willis était si content de son compromis pourri qu'il a même déclaré que le TUC paierait les salaires du reste des grévistes, pendant une période, s'ils l'acceptaient. McCluskie s'est battu comme un diable pour que son accord tienne, mais il a été rejeté lors d'une réunion de représentants de tous les ports. Ce n'était pas un rejet très ferme cependant, les termes en étant d'obtenir 750 emplois de la part de Sealink.

Les camionneurs ont été entraînés dans cette situation quand toute une file de poids lourds a bloqué le passage de chaque côté de la Manche. Les routiers ont bloqué les ports pour tenter de forcer les deux parties à un accord. Bien que quelques-uns des conducteurs aient dirigé leurs critiques contre l'intransigeance de la direction de P&O, leur attitude était, dans l'ensemble réactionnaire. Ils ne sont pratiquement pas syndiqués, et beaucoup d'entre-eux, routiers/propriétaires sont hostiles au syndicat et voulaient tout simplement que la grève cesse, sur n'importe quelle base.

Quelques jours après la décision du NUS de s'opposer à la loi, il est devenu clair que la grève devait se développer encore ou se trouver dans une situation critique. Les pressions étaient telles que l'action devait s'étendre au-delà des marins ou faire face à l'effondrement de la direction syndicale. Le rôle des tribunaux a été un facteur décisif. C'est délibérément que la loi n'a pas, d'emblée, été totalement appliquée, afin d'éviter de pousser la situation à l'extrême. Pendant une semaine, aucune nouvelle action ne fut intentée

contre le NUS, tandis que le rythme de la grève stagnait. Mais le 11 mai, la Haute Cour fit un pas de plus. Elle pénalisa le syndicat d'une amende supplémentaire de 100 000 livres et l'avertit que des amendes plus importantes suivraient, s'il persistait à ignorer la décision du tribunal. Le même jour, Sealink menaça de licencier tous ceux de ses hommes d'équipage qui continuaient la grève.

Cela fut la goutte d'eau pour la direction du NUS. Le lendemain, 12 mai, elle ordonna à tous ceux qui faisaient grève en solidarité, de retourner au travail. McCluskie argua que les enjeux étaient maintenant trop élevés et que la grève s'écroulait. Mais ce n'était pas vrai. En fait, elle tenait remarquablement bien si l'on considère qu'elle n'avait aucune orientation de sa direction, excepté en ce qui concerne les accords avec d'autres employeurs.

Il est remarquable que les grévistes de Douvres se soient réunis après que les autres soient retournés au travail et aient voté, encore une fois avec une voix contre, de continuer la grève.

Mais la décision de retourner au travail a été un désastre à la fois pour le NUS et pour les grévistes de Douvres, qui se retrouvaient à nouveau seuls.

La trahison

La nouvelle stratégie de McCluskie pour la lutte était de se lier les mains avec Sealink et de lancer une "guerre commerciale" contre P&O ! Le NUS dit-il, devrait faire pression sur l'opinion publique pour qu'elle utilise les ferrys Sealink au lieu de ceux de P&O, à cause des problèmes de sécurité chez P&O. C'était là une répétition de la politique de diversion "boycott des consommateurs" du syndicat des imprimeurs de Wapping.

Cette trahison, cependant, n'est pas de la seule responsabilité de l'aile droite et des "nouveaux réalistes". Elle a été totalement soutenue par le Parti communiste. Le gros titre de son journal, le *Morning Star*, le jour suivant la trahison (et qui ne contenait aucune note critique sur la consigne de retour au travail) était : "Sealink déclare la guerre à P&O" ! L'article commençait ainsi : "La compagnie maritime P&O se trouve prise dans une guerre commerciale d'usure depuis ce matin. Après que le NUS ait donné, hier, comme consigne à ses membres de cesser toute action de solidarité, son concurrent Sealink a annoncé qu'il allait développer ses services sur Douvres aux dépens de P&O... P&O doit faire face, aujourd'hui, au danger d'être écrasé économiquement entre les piquets de grève de Douvres et la part accrue de Sealink dans le trafic sur la Manche."

Le TUC a également fermement appuyé cette trahison et ouvertement fait pression sur McCluskie, en refusant tout soutien tant que durerait la grève illégale. Aussitôt après la consigne de retour au travail, le TUC annonça un appel de fonds

de 1 million de livres pour aider le NUS ! Sur l'avenir de la grève, Willis a eu la même ligne que McCluskie et que le *Morning Star*. Il a dit "L'objectif est à présent de frapper P&O là où ça fait mal, dans la poche. Et j'enjoins à tous ceux qui veulent traverser la Manche à partir de Douvres de ne pas emprunter les lignes de P&O, mais celles de Sealink" ! Et il mit en avant le mot d'ordre "Naviguez en sûreté et dites Non à P&O" !

La lutte continue

Les grévistes de Douvres continuent la lutte et ils doivent recevoir un soutien total et sans réserves de la part du mouvement ouvrier. Le problème central est cependant de rompre l'isolement dans lequel ils se retrouvent. La politique du NUS doit être modifiée. C'est là chose difficile car son congrès, qui s'est réuni juste après le retour au travail, a endossé l'action de McCluskie par un vote majoritaire. Mais il faut s'y attaquer quand même.

D'autres syndicats sont également responsables de la situation. Les bateaux P&O avec leurs équipages de jaunes sont toujours chargés et déchargés par les dockers de Douvres qui appartiennent au Syndicat des transports et divers (T&GWU). Dans les quelques jours précédents, les dockers appartenant à la Confédération générale du travail (CGT) française de Calais, se sont occupés du premier navire jaune qui est arrivé dans un port français. C'est difficile d'aller à l'encontre si les dockers anglais assurent le travail.

Les grévistes de Douvres doivent être soutenus dans leur lutte, ce qui est de la responsabilité du mouvement ouvrier. Le travail des groupes de soutien s'est renforcé au cours des dernières semaines, et c'est important. Il faut l'étendre et le renforcer encore davantage pour obtenir le soutien financier, le soutien aux piquets de grève de Douvres et aux initiatives des grévistes, et il faut aussi discuter des progrès de la grève et de ses problèmes.

Une semaine après la trahison du mouvement, la direction du NUS n'a toujours pas été autorisée à régler son contentieux avec le tribunal et n'a pas recouvré ses fonds.

Le tribunal argue à présent que le piquet de Douvres est illégal, parce qu'il y a plus de six piquets et qu'ils intimident ceux qui veulent travailler. Plus on se plie aux exigences du tribunal, plus celui-ci interprète la loi de façon stricte au bénéfice des employeurs.

La loi s'est vue renforcée par la trahison de la direction du NUS. C'est un coup sévère qui a été porté aux grévistes de Douvres et c'est un désastre pour le syndicat des marins, mais c'est aussi la perte d'une occasion cruciale de remettre en cause des lois qui constituent le principal problème posé aujourd'hui, au mouvement syndical en Grande Bretagne. ■

23 mai 1988

La paix maintenant ?

LA HATE DE RONALD REAGAN d'accourir à Moscou et de parvenir, *in extremis*, avant la fin de son second mandat présidentiel, à un accord sur le désarmement avec Gorbatchev, cache mal un bilan qui, en matière de politique étrangère, n'est pas fameux pour l'administration républicaine.

Ariane MERRI

SI L'ON BRAQUE les jumelles sur "l'arrière-cour" des Etats-Unis, l'Amérique centrale, ce constat tourne à la faillite.

Echec à Panama où, Reagan, malgré tous ses efforts, n'est pas parvenu à déloger l'allié d'hier devenu fort encombrant, le général Noriega.

Echec au Salvador, où le projet "civil" démocrate-chrétien vient de recevoir ce qui est sans doute son coup de grâce, avec la victoire du parti d'extrême-droite ARENA, aux législatives de mars dernier. La division ronge à toute vitesse la démocratie-chrétienne à l'instar du cancer de Napoléon Duarte dont la mort prochaine se pare d'une valeur symbolique que nul n'aurait pu imaginer quand le fringant président prit ses fonctions en 1984.

Au Guatemala, le ravalement démocratique dont Cerezo était la pièce maîtresse, vient de prendre du plomb dans l'aile avec la tentative de putsch fomentée par une partie de l'armée en mai dernier.

Il n'est jusqu'au Honduras, cette caricature de république bananière, qui ne soit touché : la conscience nationale d'une population qui ne supporte plus d'être le décor animé d'une annexe de base militaire des Etats-Unis - ou de leurs mercenaires, la Contra - a explosé en de violentes émeutes anti-américaines, ces dernières semaines.

L'accord de Sapoa

Enfin, si l'on n'a rien de notable à dire pour le Costa-Rica, pour l'instant tout du moins, l'accord signé le 23 mars dernier entre le gouvernement nicaraguayen et la Contra, est, à n'en pas douter, un revers pour l'administration Reagan. Plus que tout autre, en effet, elle représente, l'échec de l'option armée choisie par la stratégie américaine dans la région. Bien qu'elle n'ait pas été totalement abandonnée, le simple fait que les demandes réitérées d'aide militaire à la Contra aient été repoussées par le Congrès américain, montre que les Etats-Unis devront chercher d'autres voies pour abattre la révolution sandiniste.

Les raisons de cette défaite sont à trouver dans la politique intérieure américaine comme dans ses relations avec l'Amérique latine.

Raisons intérieures d'abord puisque chacun sait depuis belle lurette, que l'Amérique centrale en général et le Nicaragua en particulier, sont considérés comme un problème domestique par les politiciens américains qu'ils soient républicains ou démocrates. Ces derniers, qui pendant toute une période n'ont surtout pas voulu se démarquer de Reagan de peur d'être accusés de faire "le lit des communistes" dans la région - politique qui devait culminer en juin 1986 par le vote des 100 millions de dollars à la Contra - se sont finalement rendus compte, l'Irangate et le développement du mouvement anti-guerre étant passés par là, que cette option armée dans la guerre de basse intensité, n'était pas forcément la meilleure, surtout à la veille d'élections. Les inconvénients qu'elle a entraînés ont été, jusqu'à présent, nettement supérieurs à ses avantages.

Mais qu'on ne se y trompe pas, cela ne signifie pas que l'objectif final, renverser le régime sandiniste, soit désormais mis de côté. Il s'agit simplement d'y parvenir par d'autres moyens.

Parmi ces (nombreux) inconvénients, il faut accorder une attention particulière aux rapports qu'entretient la métropole impérialiste avec les régimes latino-américains.

"Démocraties" sous haute surveillance de leurs armées respectives, ces derniers sont confrontés à une crise économique dont nul ne se hasarde à prévoir la fin, et qui provoque une montée populaire se focalisant sur le FMI synonyme, pour beaucoup, de *yankee*. En ce sens, l'autonomie relative en matière de politique étrangère que manifestent ces gouvernements et qui s'est exprimée dans le processus de Contadora et son Groupe d'appui, mais aussi dans la reconnaissance de Cuba par un pays comme le Brésil, a un usage interne et externe. Destinée à prouver leur nationalisme à des populations qui leur reprochent violemment leur soumission à l'impérialisme, elle est aussi un avertissement aux Etats-Unis et ce, au moment où

l'Europe de la CEE comme l'Union soviétique, font une offensive diplomatique et économique en direction de l'Amérique latine.

C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter la signature par le gouvernement nicaraguayen, de l'accord d'Esquipulas II en août 1987 puis, de celui de Sapoa en mars dernier. Cette signature est le produit d'un rapport de force qu'ont pu établir les sandinistes au plan diplomatique, avec par exemple, le jugement du tribunal international de La Haye en juin 1986, mais également au plan militaire : les bandes armées des Etats-Unis ont été impuissantes à mener à bien leur projet, renverser le régime, ou tout du moins, mettre sur pied un gouvernement provisoire ayant une quelconque légitimité sur une partie du territoire nicaraguayen "libéré".

Les Etats-Unis sur la défensive

Esquipulas a pris par surprise et mis sur la défensive les Américains. Puis, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, leur politique a consisté à utiliser toutes les possibilités ouvertes par cet accord pour faire rendre gorge aux sandinistes. Chacun sait qu'un traité, et plus encore quand il s'agit d'un traité ouvrant un "processus", n'est que l'expression d'un rapport de force. Rien n'est jamais statique et donné une fois pour toutes. Le cynisme en la matière des Etats-Unis a été une leçon de choses. Il n'ont guère hésité à rappeler à leurs alliés de la façon la plus inélégante qui soit, que l'aide en espèces sonnantes et trébuchantes qu'ils leur prodiguaient impliquait, en retour, certaine déontologie en matière de politique étrangère : on est prié de ne pas cracher dans la soupe. Le Nicaragua était mis au banc des accusés et sommé d'appliquer l'accord au millimètre alors que les autres pays pouvaient en toute impunité le considérer comme un chiffon de papier, quand bien même l'un des principaux points d'Esquipulas stipulait la simultanéité de cette application. La palme revient, une fois de plus, au Honduras qui allait jusqu'à interdire l'entrée du pays à la commission internationale de vérification, chargée de constater *de visu* ce secret de Polichinelle : la présence de la Contra en territoire hondurien. Mais alternant les mesures politiques spectaculaires et les offensives militaires, le gouvernement sandiniste a prouvé qu'il était capable de retourner cette arme à double tranchant nommée Esquipulas, contre les régimes centro-américains aux prises avec leurs propres problèmes internes que ne peuvent résoudre les seuls dollars américains.

C'est cette même estimation politique qui a amené à la signature de Sapoa. Le vote du Congrès refusant l'aide militaire à la Contra a semé la panique dans ses rangs : les "combattants de la liberté" comme aime à les appeler Reagan, ont vu se couper leur tuyau d'oxygène financier. Cimenté par l'anti-communisme et les petits billets verts, l'Etat-major merce-

naire a commencé à s'entre-déchirer entre *jusqu'aux-boutistes* de la lutte armée et partisans du mieux-vaut-tenir-que-courir. Sapoa est à la fois le produit de cette crise et un facteur d'accélération fantastique. Règlements de comptes armés dans les camps honduriens, bataille de sommet entre les "durs" (Enrique Bermudez) et les "négociateurs" (Calero), accusations réciproques de corruption, voyages éclairs d'envoyés de la CIA chargés de recoller les morceaux, expulsion par le Honduras des commandants "traîtres", selon Bermudez, parce que signataires de l'accord, va-et-vient continuel aux Etats-Unis pour prendre l'avis du Grand frère, le feuilleton de l'effondrement militaire de la Contra ressemble de plus en plus à une mauvaise série américaine. Autrement dit, si une partie de la Contra veut aujourd'hui négocier à toute vitesse, c'est qu'il s'agit pour elle d'une question de vie ou de mort où le chacun pour soi prime sur les considérations idéologiques, si tant est que ces dernières aient jamais existé. D'où la consternation de l'administration Reagan et son mépris non-dissimulé au spectacle, peu reluisant il est vrai, qu'offrent ses protégés. D'où également l'attitude des sandinistes qui s'ingénient à souffler le chaud et le froid sur la Contra. Leur objectif numéro un, diviser pour régner, a été, de ce point de vue, atteint à 100%, d'autant que la politique intelligente pratiquée dans les zones de cessez-le-feu, vis-à-vis des "contras de base" porte ses fruits. Spectateurs des querelles de chefs, beaucoup d'entre eux peuvent être sensibles à la perspective de rentrer tranquillement au pays pour revoir leur famille avec, en prime, une amnistie qui efface leurs exploits guerriers d'un passé récent. Qu'une partie de la population nicaraguayenne ayant vécu dans sa chair les dits exploits envisage cette même perspective avec autant de tranquillité, est un autre problème, et non le moindre.

Obligé de négocier

Ceci étant dit, cela ne signifie pas d'une part, que le Front n'ait pas un besoin impérieux de négocier, d'autre part que les Etats-Unis aient baissé les bras et se soient fait une raison de l'existence d'une révolution qui, par sa seule présence, est un brûlot dans cette région du monde.

Le Nicaragua a besoin de la paix, et même de la paix à tout prix, aussi élevé soit-il, s'il veut simplement vivre, ce pour des raisons économiques et politiques. Les premières, chacun les connaît. Nous n'entrerons pas dans les détails sur les conséquences que peut avoir pour un petit pays comme celui-ci, de consacrer 50% de son budget à la guerre, et détourner ainsi une partie considérable de la main-d'œuvre disponible, cette main-d'œuvre qui fait cruellement défaut dans les secteurs productifs. De cette paix dépend en grande partie le succès, même limité, des réformes économiques entreprises en février dernier. Or, pour le moment, même si elle est relativement ralentie (par rap-

port aux 1 500% de 1987 !), l'inflation n'est pas près de disparaître, preuve en est les deux dévaluations successives depuis l'introduction de la nouvelle monnaie et le décalage qui s'accroît entre change officiel et change au noir. De même, rien n'indique que les réductions drastiques opérées dans les emplois ministériels aient eu pour conséquence un mouvement vers les secteurs productifs, comme tel était l'objectif. Au-delà de l'impact psychologique de telle ou telle mesure, force est de constater qu'il ne pourra être question d'assainir l'économie nicaraguayenne tant qu'il y aura la guerre.

Et bien qu'il n'y ait aucun automatisme entre le degré de crise économique et celui d'une usure politique du régime, nul ne peut affirmer que cette situation peut perdurer *ad eternam* sans conséquences. La mobilisation importante de la population contre les spéculateurs lors de l'introduction de la nouvelle monnaie était en ce sens beaucoup plus politique qu'économique. La refonte des structures du FSLN, l'attention accordée aux mouvements de masse notamment aux Comités de défense sandinistes (CDS) en crise depuis quelques années et dont le commandant Omar Cabezas, vient de prendre la direction, répondent à ce besoin de mettre au premier plan la politique et les explications politiques.

Tout, hormis le pouvoir

Qui dit négociation dit concessions, forcément. Maintenant, qu'est-ce qui est négociable ? Ce n'est pas être cynique que de répondre tout, hormis le pouvoir. Les sandinistes peuvent même modifier le nom de leurs forces armées, cela ne changera pas d'un iota la nature de cette armée, autre chose serait la fusion des deux armées que souhaite la Contra. Mais cela ne signifie pas que le nombre et l'ampleur des concessions effectuées, comme la façon dont on y procède, n'aient aucune importance. Souligner l'intelligence politique - remarquable - dont a fait preuve la direction du Front sandiniste dans toute cette affaire n'implique pas qu'il faille négliger le désarroi qu'a pu entraîner telle ou telle décision prise rapidement (parce qu'il fallait qu'elle le soit).

Bien évidemment, de nombreux militants du FSLN ont eu l'estomac noué en voyant atterrir sur l'aéroport de Managua l'ancien colonel de la Garde nationale, Enrique Bermudez venu négocier après avoir évincé proprement son ancien ami, Calero.

Bien évidemment, ceux qui luttèrent dans la guérilla ne voient pas d'un cœur léger la perspective d'une libération des "bêtes", les anciens gardes somozistes emprisonnés depuis 1979. Ce sont des points qui font mal à plus d'un, surtout quand on sait que depuis le début de la guerre en 1981, l'éventualité d'une négociation directe avec les mercenaires avait toujours été vigoureusement écartée par la direction du Front.

A tous ces facteurs, il faut ajouter la

pression discrète exercée via l'amitié indéfectible du pays frère numéro un, l'Union soviétique.

L'URSS, et plus largement le Comecon, tient à bout de bras l'économie nicaraguayenne, ce n'est un secret pour personne et elle ne se fait pas faute de rappeler plus ou moins aimablement. Cette dépendance n'est pas souhaitée - parce que pas souhaitable - par le Nicaragua, mais c'est un fait. Par les effets du blocus américain et du chantage US dans les organismes de crédits internationaux, l'argent frais dont le régime sandiniste a besoin vient à 80% des pays du Comecon. C'est avec eux que s'effectue une écrasante partie des échanges, sans même parler du problème du pétrole.

Or, à l'heure des discussions Reagan-Gorbatchev, on ne peut écarter d'un revers de main la volonté qu'aurait ce dernier de "décentraliser" certains conflits régionaux et de faire sous-traiter par d'autres (par exemple l'Amérique latine), l'aide économique au Nicaragua qui, si elle est négligeable à l'échelle de l'URSS, n'en est pas moins question de simple survie pour le premier. Sans qu'il soit question pour l'instant d'envisager un "lâchage" pur et simple de l'Union soviétique qui n'a aucun intérêt à griller cette carte pour de multiples raisons, Moscou a tout intérêt à faire en sorte que la pression tombe dans cette région, même au prix de certaines couluevres à faire avaler par les Nicaraguayens.

Alors, si tout le monde veut la paix, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, celle-ci a-t-elle une chance de voir (enfin) le jour ? Pas sûr. Ou, tout du moins cette paix risque fort, pour paraphraser Clausewitz, de n'être que la poursuite de la guerre par d'autres moyens.

Le spectre du Chili

L'opposition intérieure joue la politique du pire. Faible, sans grande légitimité ni autonomie, tout laisse à croire qu'elle veut pousser à bout les sandinistes qui, pour l'instant doivent accepter sans broncher toutes les provocations.

Combien de temps cette situation peut-elle tenir ? Le FSLN dénonce à juste titre les tentatives de "chilénisation" opérées par la droite : créer une atmosphère irrespirable pour accueillir ensuite cette même droite comme le Sauveur. Mais rappellent-ils, Allende est mort parce qu'il n'avait pas armé les ouvriers et les paysans quand ils l'avaient demandé. C'est plus qu'une nuance, c'est toute la différence entre une social-démocratie au pouvoir et un gouvernement révolutionnaire. L'administration américaine n'a pas dit son dernier mot, elle joue aujourd'hui la carte de la contre-révolution démocratique. Et c'est un choix qui est valable quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle de novembre prochain, démocrate ou républicain. ■

13 juin 1988

Démocratie et socialisme

entretien avec Orlando Nuñez

ORLANDO NUNEZ, 40 ans, nicaraguayen, est directeur du Centre de recherche et d'étude sur la réforme agraire (CIERA). Il a également été impliqué dans tout le processus de discussion sur l'autonomie de la Côte atlantique. En 1987, il écrit, en collaboration avec un Américain, Roger Burbeck, un ouvrage intitulé *Démocratie et révolution dans les Amériques*, qui reçoit le Prix Carlos Fonseca cette même année.

Ce livre, qui paraîtra bientôt en français aux éditions *La Brèche*, traite de la nécessité de combiner socialisme et démocratie, de la viabilité du marxisme comme cadre de référence pour les processus révolutionnaires, de l'importance des valeurs de la société civile. *Inprecor* a rencontré Orlando Nuñez, à Managua.

ORLANDO NUÑEZ : Ma motivation, en écrivant ce livre, est politique : premièrement, analyser et expliquer certains éléments du modèle sandiniste de révolution, notamment parce qu'il y a d'autres analyses et interprétations qui ne sont que de l'idéologie. En second lieu, mon livre constitue une réponse à une situation critique difficile du marxisme en Amérique latine. C'est un effort pour conceptualiser une série de positions politiques que la révolution sandiniste a mises en pratique sans les formuler suffisamment dans un cadre global. Cette vision sandiniste ressort au travers de discours dispersés et je voulais faire un effort pour présenter d'une manière plus cohérente notre manière d'envisager, à partir de la pratique, les possibilités révolutionnaires.

Je désire ainsi ouvrir un débat sur certaines positions théoriques qui rendent difficiles les efforts des révolutionnaires en Amérique latine. En réalité, il y a un blocage théorique de la pensée latino-américaine de gauche qui n'aide en rien à faire la révolution. Je signale dans le livre que la pratique est beaucoup plus avancée que la théorie. Je ne prétends pas mettre un terme à un débat mais plutôt clarifier une problématique qui est débordée par la pratique révolutionnaire.

■ **Avant que d'être publié, ce livre a-t-il été discuté par la direction sandiniste ?**

- Absolument pas. Jusqu'à aujourd'hui, je n'ai pas demandé d'autorisation à ce niveau.

En réalité, je pensais réaliser un essai pour un débat et envoyer un brouillon d'une cinquantaine de pages à des amis révolutionnaires en Amérique latine et en Europe (des dirigeants politiques, des

théoriciens marxistes) et le faire circuler librement pour provoquer une discussion.

Mais l'Association des scientifiques sociaux du Nicaragua (ANICS) a pris le brouillon, l'a présenté à un concours latino-américain. Dès lors, je me suis empressé de reprendre le brouillon et d'améliorer sa rédaction. Le jury composé entre autres, de Martha Harnecker, du camarade Casanova, etc., a compris qu'il s'agissait de quelque chose d'inachevé et, tout en étant en désaccord avec certains points, a pensé que comme instrument de débat, ce texte était excellent. Dès lors, le jury décida pour des raisons mi-scientifiques, mi-politiques, de lui attribuer le prix latino-américain, le prix Carlos Fonseca. Par la suite, il a servi à alimenter le débat d'un forum latino-américain réalisé par le Centre d'investigation et d'étude de la réforme agraire, (CIERA) que je dirige, à Managua en juin 1987. Participèrent à ce forum une cinquantaine de leaders politiques de la gauche latino-américaine, des intellectuels de gauche, la moitié des participants étant clandestins, impliqués dans la guérilla. L'autre moitié étant composée de camarades plus ou moins publics.

■ **Comment s'est déroulé le débat ?**

- Comme coordinateur du débat, j'ai été surpris parce que je pensais au début que le livre était un peu hétérodoxe et que dès lors, j'allais avoir pas mal de problèmes avec la pensée de gauche latino-américaine, d'autant plus que la composition de l'assemblée était pluraliste. Il y avait au moins 10 positions politiques différentes, des différences tactiques et stratégiques de prise du pouvoir. Les partis communistes étaient présents, des mouvements de libération nationale aus-

si. J'ai été surpris de constater qu'il y avait un consensus réel en Amérique latine, qu'il y avait beaucoup de convergence au niveau politique, au niveau des individus et que, ce qui manquait, c'était de faire converger idéologiquement les groupes, les partis, les mouvements. Il y avait donc un consensus plus grand que je ne le pensais, au moins en ce qui concerne la nécessité de débattre, même si chacun avait sa propre vision en fonction des particularités nationales.

En fait, je me suis senti un peu conservateur dans la mesure où j'avais sous-estimé la richesse de la conscience politique latino-américaine ; le problème, ce sont les faiblesses de formulation. Il y a eu aussi un accord pour constater qu'il y avait une faiblesse de conceptualisation de la pensée marxiste latino-américaine et une insuffisance au niveau de la diffusion de cette pensée par les livres. Il y a des millions d'étudiants et de syndicalistes qui ne trouvent pas de littérature révolutionnaire dans les librairies parce que cette littérature ne s'y trouve qu'en très petite quantité.

■ **Tu dis que s'est dégagé de la rencontre de juin 87, une sorte de consensus. Mais des divergences importantes entre différents courants ne se sont-elles pas exprimées, en ce qui concerne le bilan du courant stalinien par exemple ?**

- Je me souviens de la position du Parti communiste d'Argentine (PCA). En premier lieu, le PCA fit au Nicaragua une autocritique publique : c'est la première fois que j'ai vu ça de sa part. Il fit une déclaration autocritique concernant son anti-guérillisme et il affirma la nécessité d'avoir un large débat. Au-delà, le PCA a proposé d'organiser une nouvelle réunion latino-américaine en Argentine, du type de celle de Managua. Je ne peux pas dire qu'il y a un accord absolu mais il y a un consensus sur la nécessité de débattre entre différents courants de manière ouverte. Je parle de ceux qui ont représenté le PCA à Managua en juin 87.

■ **Les travaux de cette rencontre vont-ils être publiés ?**

- Oui, très prochainement. Cette rencontre n'a pas eu de répercussions aussi importantes que celles de l'OLAS mais néanmoins, c'est important.

■ **Puisque tu évoques l'OLAS, s'agit-il d'une certaine manière de faire revivre cette démarche ?**

- En effet, il s'agit de reprendre le fil d'une rencontre entre révolutionnaires latino-américains afin de travailler de manière plus unie et faire front à la politique nord-américaine.

■ **Pour toi, en quoi consiste l'éventail des courants révolutionnaires latino-américains ? Entre qui s'agit-il de débattre ?**

- Je présente dans le livre la discussion qui me semble la plus significative, celle qui porte sur la différence entre, d'une part, stratégie de prise de pouvoir (ce que j'appelle révolution politique) et d'autre part, la stratégie de transformations socio-économiques.

Le marxisme traditionnel quand il pensait à la révolution, avait en tête la révolution socialiste, les transformations socio-économiques, la stratégie de ces transformations ; par contre, il pensait peu en termes de lutte concrète pour la prise du pouvoir. Il est clair qu'il y a une articulation entre les deux mais une préoccupation trop grande pour des transformations historiques a rendu difficile la prise en charge des transformations politiques. Il y a eu une sorte de piège, de méprise au niveau de ce qu'on entendait par révolution ; une partie des marxistes pensait que la révolution, c'était seulement les transformations historiques et donnait peu d'importance à la révolution politique.

Dès lors, quand je parle des révolutionnaires, je pense notamment aux organisations politiques et aux mouvements qui, sans avoir nécessairement une formulation marxiste explicite, ont un programme qui mène aux transformations politiques et historiques, qui mène à la confrontation avec l'ennemi de classe (j'y inclus Zapatta et Sandino). Donc, je ne limite pas les révolutionnaires à ceux qui ont une pensée marxiste.

A l'intérieur du courant marxiste, j'inclus toute organisation de référence marxiste tout en signalant qu'il y a beaucoup de partis communistes qui, de fait, n'ont pas travaillé pour la révolution, même s'ils ont un discours révolutionnaire. J'inclus aussi d'autres organisations qui ont eu une pratique politique très radicale mais qui n'ont pas réussi pour autant à prendre le pouvoir.

Le fait d'avoir pris le pouvoir n'est pas le critère, le paramètre qui permet de distinguer les révolutionnaires des autres. Sinon, on ne pourrait parler que de révolutionnaires vainqueurs. Or, il y a des révolutions qui ont échoué ; les luttes ne sont pas faciles. Voilà, en gros, ce que j'entends par révolutionnaires même si je ne suis pas un spécialiste de l'histoire politique latino-américaine et que mon livre est incomplet. Je n'ai pas eu le temps de fournir un travail achevé, je pense qu'il reste encore à faire. D'autres camarades qui ont plus de temps et plus de capacité doi-

NICARAGUA

du rêve, à la révolution



vent y contribuer et ce, de façon collective, de manière à faire un bilan critique qui a pour but d'unir et non de distribuer des mauvais points et des punitions. Il faut arriver à un consensus minimum sur ce qui unit. Jusqu'ici, les révolutionnaires latino-américains ont surtout mis en avant leurs différences.

■ Cette division et ce sectarisme pèsent aussi énormément en Europe...

- Je parle de l'Amérique latine parce que j'y suis. Le dogmatisme, le sectarisme font du tort... La révolution sandiniste s'est basée sur ce qui unissait, nous voulons essayer de transmettre aussi cette partie de notre expérience notamment sur la question des alliances.

■ Je crois que tu avances l'idée d'un bloc du prolétariat, de différents secteurs de la paysannerie et de ce que tu appelles la troisième force sociale qui n'est pas un concept visant à réintroduire la bourgeoisie dans l'alliance.

- En premier lieu, la lutte est dirigée contre le projet de la bourgeoisie et nous

sommes en train de parler entre révolutionnaires. Ce livre n'est pas destiné à la bourgeoisie, il est écrit pour les révolutionnaires. La lutte est dirigée contre le projet de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Je suis d'accord pour parler d'un bloc révolutionnaire et de la troisième force, cela veut dire qu'il y a une première force, le prolétariat, et une deuxième, la paysannerie.

La notion de troisième force est une manière de provoquer la discussion. Je n'ai pas la prétention de formuler un concept achevé. Je veux faire comprendre aux révolutionnaires que si l'on pense faire la révolution politique - ce qui implique d'utiliser à la fois la lutte politico-militaire, sur les barricades, et la lutte idéologique - il faut gagner la plus grande quantité de forces sociales possibles, nous ne pouvons laisser personne sur la touche dans la lutte contre le projet bourgeois. On ne doit pas être puriste. La bourgeoisie n'a pas de scrupule quand il s'agit d'attirer des prolétaires, des paysans, des femmes, des étudiants à son projet. Jamais les bourgeois n'ont dit : "Ceux qui ne sont pas des bourgeois ne peuvent lutter en faveur de notre projet". Et nous, nous avons passé des

années à discuter de la pureté des forces sociales qui peuvent participer à la lutte pour la prise du pouvoir.

Autre chose est la question de déterminer quelles sont les forces qui participent aux transformations historiques après la prise du pouvoir et, à ce niveau, le prolétariat doit gagner plus de forces que celles qu'il a au moment de la prise du pouvoir.

Après la prise du pouvoir, je redeviendrai orthodoxe. Je mettrai en première place le prolétariat et parlerai de l'alliance du prolétariat et de la paysannerie comme question de première importance.

Mais pour la révolution politique, pour la prise du pouvoir, je dois parler à la plus grande partie possible de la population. Tous ceux qui se sont trouvés en première ligne contre le somozisme, contre le projet bourgeois et l'impérialisme, sont des forces révolutionnaires. L'appartenance de classe n'est pas un critère de sélection des révolutionnaires. Ici, il y a des ouvriers et des paysans qui sont dans la contre-révolution et il y a des étudiants et des petits-bourgeois qui étaient avec nous dans le combat et qui défendent le pouvoir révolutionnaire. La situation de classe revêt une importance primordiale pour expliquer les contradictions dans la

lutte et pour réaliser une stratégie de transformations historiques mais, dans les luttes pour la prise du pouvoir, tout le monde a un potentiel révolutionnaire en face du régime politique qu'a connu le Nicaragua.

J'essaie de "provoquer" en donnant toute leur importance à de nombreux mouvements tels ceux des femmes, des étudiants, des indigènes, des quartiers. La troisième force n'est pas seulement un sujet, c'est aussi des revendications, des dra-

■ Des révolutionnaires qui, en Amérique latine, ne réussiraient pas à effectuer un travail urbano-populaire (luttés pour le logement, l'eau, l'électricité, comités de quartier, etc.) pourraient difficilement mettre en place un large bloc révolutionnaire pour la prise du pouvoir ?

- Exactement. Et si l'on parle de l'ouvrier, il faut bien se dire qu'en tant que révolutionnaire, l'ouvrier n'a pas d'horaire. L'intervention dans les centres de reproduction du capital, dans les quartiers, comme tu dis, c'est aussi un travail avec les ouvriers. Il ne faut pas seulement localiser l'ouvrier dans son usine. Dans notre cas, juste avant la prise du pouvoir, les usines ont été fermées et c'est par un travail de quartier qu'on a pu continuer à garder un contact étroit avec les ouvriers, avec leur expérience de travailleur, leur instinct de classe. Dès lors, le travail de quartier est doublement important.

Au Brésil et au Nicaragua, par exemple, la classe ouvrière gardera son rôle de première force. Quand je dis qu'il y a une troisième force, c'est bien parce qu'elle occupe la troisième place. Mais il y a aussi la lutte idéologique, la révolution se fait avec un détonateur idéologique. Et, comme disait Carlos Fonseca, la révolution commence avec le secteur le plus avancé de la société. Au Nicaragua, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a pensé que les étudiants constitueraient ce détonateur.

Au Brésil, le prolétariat, la classe ouvrière, se maintient comme la première force du point de vue conceptuel et structurel. Mais nous devons entraîner des forces idéologiques qui ont un grand pouvoir de mobilisation et qui peuvent jouer un rôle de détonateur. Et de ce point de vue-là, il ne faut pas avoir de préjugés contre les étudiants, contre les intellectuels, contre la petite-bourgeoisie. De ces secteurs proviennent ceux qui constituent les organisations révolutionnaires, ceux qui vont aux usines.

Tu sais, j'étais en France pendant la "révolution" de mai 1968. Comme étudiants révolutionnaires, après quelques jours, nous sommes allés dans les entreprises afin de rallier les ouvriers à ce grand mouvement, pour étendre la lutte, le but étant de pouvoir compter sur les forces fondamentales pour faire la révolution.

A ce niveau, il s'agit d'une question d'alliance. Le problème n'est pas quantitatif, c'est un problème qualitatif intégral : comment agir avec ces forces so-

ciales qui ont un grand potentiel idéologique, les étudiants, les journalistes, les professeurs, les intellectuels. Si ces secteurs "portent" un drapeau révolutionnaire, ce sont des révolutionnaires même s'ils sont d'origine petite-bourgeoise. Pour réaliser la révolution, il est nécessaire d'additionner des forces à celles des ouvriers et des paysans. Et, tant au Brésil qu'au Nicaragua, le poids de la population urbaine est énorme, indépendamment du fait qu'au Brésil, le nombre d'ouvriers est nettement supérieur à ce qu'il est ici.

Le problème n'est donc pas une question de poids spécifique, c'est un problème idéologique. Si les forces ouvrières à São Paulo, sont révolutionnaires, alors il y a de l'espoir. Il ne faut pas seulement voir la quantité d'ouvriers mais leur potentiel idéologique. Et il est clair qu'à São Paulo, le potentiel idéologique des ouvriers est très élevé. Mais, là aussi, s'il existe d'autres secteurs disposés à lutter - et ils existent - il faut les intégrer à la révolution sans purisme. Il faut donc bien distinguer révolution politique et révolution sociale.

■ Quand tu parles de révolution politique, tu parles de réunir les conditions, adopter la stratégie correcte pour la prise du pouvoir et réaliser celle-ci ?

- Oui, la prise du pouvoir en faveur du projet alternatif au capitalisme. Les lois de la révolution politique sont distinctes de celles de la révolution sociale. Pour celle-ci, les lois se trouvent dans le *Capital* de Marx. Pour la révolution politique, entrent en compte d'autres lois : premièrement, le facteur idéologique ; deuxièmement, le facteur social. La révolution politique débouche sur la prise du pouvoir qui permet la révolution sociale. Celle-ci met en œuvre, ensuite, les transformations économiques qui entraînent des changements idéologiques.

■ Cette question de la troisième force me paraît importante pour comprendre la stratégie pratique actuelle de la révolution au Salvador, et pour agr. L'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS) par exemple tente de s'allier au secteur du petit commerce urbain, des artisans, etc., ce

qui serait utile dans une stratégie de prise du pouvoir.

- Exactement. Je te signale une provocation à laquelle je me suis livré dans mon texte en paraphrasant une citation du *Manifeste* de Marx : "Dans notre lutte, tout le monde peut prendre place jusqu'aux bourgeois individuels qui, comprenant le sens de l'histoire, se sentant entraînés par elle, s'engagent à la conduire". Cela s'est passé au Nicaragua. Des secteurs importants de la bourgeoisie étaient idéologiquement contre le somozisme, contre l'impérialisme pas seulement parce qu'il y avait des contradictions objectives entre la bourgeoisie d'une part, et le somozisme d'autre part, mais aussi, parce que beaucoup de valeurs révolutionnaires peuvent entraîner une bourgeoisie qui sait que son projet est fragile et qu'il est en train d'échouer.

■ L'alliance avec un secteur de la bourgeoisie antisomoziste fut donc utile. Mais cela vaut pour le Nicaragua. Si on prend l'exemple du Salvador, on ne voit pas un secteur de la bourgeoisie qui pourrait participer à la lutte.

- Il est possible qu'on n'en voit pas mais on n'a pas à en exclure l'éventualité. S'il y a la possibilité de faire une telle alliance, il faut l'exploiter.

■ Oui, mais c'est une question très concrète...

- Certainement, et on ne doit pas, par principe, l'accepter ou la rejeter.

■ Il aurait été dangereux que les sandinistes disent aux autres révolutionnaires latino-américains : l'alliance avec la bourgeoisie est nécessaire par principe.

- C'est toujours un danger. J'ai été très prudent par rapport à l'expérience nicaraguayenne pour éviter ce danger. Chaque organisation doit décider. Il y a des principes généraux en ce qui concerne les alliances et l'hégémonie de l'avant-garde. Si on parle d'une alliance avec la bourgeoisie, cela implique qu'elle se fasse sous l'hégémonie des révolutionnaires. Dans notre cas, l'alliance s'est réalisée sous

Contre-révolutionnaire, des milliers d'yeux surveillent 24/24 (DR)



l'hégémonie du FSLN et de son projet. Si l'hégémonie est garantie, tout le monde peut trouver sa place dans l'alliance.

■ *Je voudrais qu'on aborde maintenant la deuxième partie du livre, celle consacrée à la transition au socialisme.*

- Jusqu'ici, la bannière de la démocratie a été portée par la bourgeoisie tandis que les révolutionnaires ont eu des réticences par rapport à cette question. Or, je crois qu'il faut assumer la question de la démocratie. D'ailleurs, je crois que le marxisme même, dès son origine, est démocratique. Le pluralisme politique est partie intégrante de la démocratie. L'existence du parti unique n'est pas une condition indispensable pour maintenir, alimenter et développer l'hégémonie révolutionnaire. Je pense qu'on peut parfaitement maintenir l'hégémonie révolutionnaire avec le pluralisme des partis. Naturellement, cela suppose qu'on soit dans une société qui a un projet révolutionnaire et au sein de laquelle, les masses sont révolutionnaires : aucun parti, même de droite, ne peut dès lors être un sujet de préoccupation, pour nous, parce que la bourgeoisie est une classe minoritaire et tire sa force de la manipulation des masses.

Bien sûr, l'existence de plusieurs partis de gauche ne doit pas non plus être un sujet de préoccupation. Le pluralisme politique fait partie du projet révolutionnaire. La gauche elle-même doit être pluraliste.

Au cours de la transition, des différences de classes subsistent et donc, les révolutionnaires qui sont hégémoniques doivent essayer d'arriver à une synthèse des contradictions. Même la classe ouvrière n'est pas homogène. Par exemple, il n'est pas certain que les intérêts des travailleurs d'une entreprise donnée correspondent aux intérêts stratégiques de la révolution. Il en va de même avec les secteurs de la paysannerie, les étudiants... Il n'y a donc pas de concordance automatique entre les intérêts sectoriels et les intérêts stratégiques.

Naturellement, quand je dis cela, il y a un danger car je pourrais me transformer en dictateur de gauche en donnant ma propre définition des intérêts stratégiques.

Maintenir un pluralisme au sein de la gauche, est nécessaire même si ce n'est pas facile. Nous n'y étions pas habitués non plus, mais nous avons réussi à le réaliser. Il en va de même pour la direction collective. Le pluralisme auquel je pense, implique aussi le droit d'avoir des divergences. C'est au travers des débats et de la discussion que se forment une synthèse, une décision. La direction collective fait partie du pluralisme ; elle permet de synthétiser différentes appréciations, ce qu'une personne ne peut pas faire. De plus, tout cela fait référence à une histoire négative du socialisme qui n'a pas permis le pluralisme. Cela a impliqué un divorce entre la critique et l'hégémonie, entre la



science et la politique, entre le débat critique et la défense de la révolution et cela s'est mal terminé, que ce soit à Grenade, avec l'assassinat de Bishop, ou ailleurs, avec beaucoup d'intellectuels qui ont disparu, une balle dans la tête, ou avec Trotsky lui-même.

Cette confusion entre dictature et hégémonie est négative.

Il faut ouvrir le débat. Je ne pense pas avoir le dernier mot sur la question, mais j'ai une appréciation de gauche sur le processus révolutionnaire de ce siècle. Nous avons une riche expérience ici, au Nicaragua, car en pleine guerre, malgré les limites de la conscience populaire (en effet, les masses nicaraguayennes n'ont pas une conscience pleinement socialiste), nous avons réussi à développer un processus pluraliste qui, malgré des limites importantes, a le grand mérite d'exister.

Trois éléments garantissent ce pluralisme : des institutions telle l'Assemblée nationale ; le fait que les masses tiennent au pluralisme et enfin, l'existence de plusieurs points de vue au sein de la gauche. Je ne vais pas dire que cette expérience n'est valable que pour le Nicaragua car si c'est positif pour notre pays, cela pourrait l'être également en Union soviétique ou en Argentine par exemple.

■ *Selon le Parti socialiste du Nicaragua (PSN), ou le Parti commu-*

niste du Nicaragua (PCN) (les deux PC nicaraguayens, ndlr), le pluralisme au Nicaragua est nécessaire parce que l'on n'est pas encore dans un Etat en transition vers le socialisme. Pour eux, dans un véritable Etat révolutionnaire, on pourra se passer du pluralisme. Ce type de position continue à sévir, y compris en Europe, et revient à une acceptation du stalinisme.

- Bien sûr, c'est une projection stalinienne parce que cela part du postulat que la société est monolithique. Selon eux, dans la "véritable" transition au socialisme, tout le monde sera ouvrier et ils considèrent que comme il n'y a qu'une classe ouvrière, il ne doit y avoir qu'un parti. Or, ce n'est pas sûr que la classe ouvrière soit monolithique. Au sein de la classe ouvrière, il y a plusieurs composantes qui ont tout à fait le droit d'avoir des appréciations différentes et de les exprimer. Dans les sociétés socialistes, en dehors de la classe ouvrière au sens strict, il y a des étudiants, des professeurs... Il y a des nations ou des groupes ethniques différents, que ce soit les Miskitos au Nicaragua ou les Arméniens en URSS. Il n'y a donc pas seulement une différence entre ceux qui sont ouvriers et ceux qui ne le sont pas ; il y a les discriminations raciales, sexuelles, etc. Que ce soit au Nicaragua maintenant, ou même plus tard, le droit à la dif-

férence devra exister, et donc, le droit au pluralisme. Les révolutionnaires ne doivent pas en avoir peur. Ceux qui ne sont pas d'accord avec nous, on ne doit pas leur envoyer une balle dans la tête. On doit les convaincre. Etre l'avant-garde des masses, se gagne tous les jours ; l'avant-garde ne peut pas vivre de ses rentes.

Si on n'est pas démocratique, pluraliste, on finit par se séparer des masses. On commence par fusiller les bourgeois puis les révolutionnaires "dévoqués" et on finit par dire que les masses, c'est de la merde et qu'on est seul à avoir raison. Donc, il faut une direction collective, il faut un débat public ouvert entre les différentes organisations de gauche et même de droite, si elles ne prennent pas les armes.

■ *En ce qui concerne les institutions du pouvoir révolutionnaire, tu caractérisés le régime nicaraguayen comme "participatif, consultatif et représentatif" et tu ajoutes qu'il pourrait être utile de créer une Assemblée populaire à côté de l'Assemblée nationale élue au suffrage universel secret.*

Jusqu'à présent, cette Assemblée populaire n'existe pas. La représentation des organisations de masse passe par certains de leurs dirigeants élus comme députés au sein du groupe parlementaire du FSLN à l'Assemblée nationale.

- On aspire réellement à une démocratie participative, représentative et consultative et nous avons déjà beaucoup d'expérience en la matière.

L'Assemblée nationale est l'instrument de la démocratie représentative. Pour la démocratie consultative et participative, nous devons mettre en place différents organismes ou appareils, peut-être une assemblée populaire. Mais je n'exclus pas que l'Assemblée nationale puisse permettre la représentation des masses. Quand je pense à l'Assemblée populaire, je pense surtout à la pratique de débats en fonction des intérêts des masses. En ce qui concerne la démocratie consultative, elle peut passer par les comités de quartier, d'usine, par l'autogestion dans les entreprises, dans les coopératives, à l'université. Il n'y a pas de modèle qui puisse être copié. Il faut être ouvert à la possibilité de créer des instruments qui garantissent la possibilité d'exercer leur pouvoir.

Quand nous serons libérés de l'agression impérialiste et que nous avancerons plus loin dans la transition, peut-être que l'Assemblée populaire aura plus de sens que l'Assemblée nationale dans laquelle sont représentés des intérêts de classe contradictoires. Dans ce cas, le type d'Assemblée populaire qui existe à Cuba nous sera peut-être utile sans exclure d'autres expériences.

■ *L'Assemblée nationale actuelle est composée des partis de gauche et de droite, ces derniers représentant la bourgeoisie qui a été expulsée du pouvoir. Si, à côté de cette Assemblée nationale, se construit une Assemblée*

populaire, celle-ci représentera les masses et leurs organisations de quartier, les syndicats, les organisations de femmes, etc.

- ... Les groupes ethniques, religieux, les étudiants... sachant que cette Assemblée populaire ne doit pas se substituer aux comités de base, sinon elle serait un peu bureaucratique. Mais ma proposition vise surtout à provoquer le débat, je n'ai pas de formule achevée. A Cuba, il y a une expérience d'Assemblée populaire ; il y a aussi un certain bureaucratisme et nous devons en discuter entre révolutionnaires. Au Nicaragua, on n'a pas eu d'expérience de ce type sauf durant la période où existait le Conseil d'Etat (jusqu'aux élections de 1984, ndlr).

■ *Est-ce que tu penses que les comités de défense sandinistes (CDS) sont suffisamment mis en valeur ?*

- Dans le contexte de l'agression impérialiste, les CDS servent en partie à la défense militaire et à la lutte contre la droite. Quand on a une structure de base démocratique comme les CDS, avec leurs potentialités mais aussi, leurs faiblesses actuelles, ils se centrent sur la question de l'approvisionnement et la distribution des biens de consommation de base. A ce niveau, les CDS ont aussi joué un rôle important quant au contrôle des prix, par exemple. Je pense qu'ils ont un grand potentiel qui doit être alimenté chaque fois par des tâches concrètes et en dehors de ce type d'activité, on ne peut pas dire qu'ils aient une véritable tradition de discussions politiques.

■ *Quelles sont les relations du FSLN avec l'Etat ? Comment faites-vous face au danger de fusion entre le Parti et l'Etat ?*

- Pourquoi est-ce un danger ?

■ *Je me réfère à l'expérience soviétique. Déjà dans les premières années, il y a eu débat à ce sujet. Débat auquel ont participé non seulement Staline et Trotsky mais aussi Lénine. Une des questions posées était comment éviter la bureaucratisation et le problème, c'est que l'Etat, dans des conditions de grandes difficultés économiques et de manque de cadres, peut connaître un processus rapide de bureaucratisation. La bureaucratisation ne me paraît pas seulement dépendre de l'héritage du passé (manque de cadres, d'éducation,...).*

- Oui, il y a un danger de bureaucratisation en cas de fusion de l'appareil d'Etat et du Parti. L'Etat tend à défendre ses propres intérêts d'appareil. Le danger existe au Nicaragua et il n'est pas conjuré. Il est toujours possible que des secteurs de l'appareil d'Etat défendent des intérêts contradictoires avec les intérêts stratégiques de la révolution.

Je pense que le fait qu'il y ait des com-

mandants de la révolution extérieurs à l'appareil d'Etat a contribué à éviter le danger le plus menaçant. L'existence d'une direction collective du FSLN est un deuxième garde-fou. Chaque vendredi, elle discute de tout à partir des responsabilités respectives de ses membres, qui les relations internationales, qui l'armée, qui le parti, qui l'économie, qui l'approvisionnement... Cela évite qu'une seule personne prenne des décisions et donc, la direction collective contribue à éviter que le danger bureaucratique ne devienne catastrophique.

Aujourd'hui, nous sommes engagés dans une réduction de l'appareil d'Etat. C'est peut-être là la réduction la plus radicale qu'il y ait jamais eue au Nicaragua et en Amérique latine en général. On passe de plus de 30 ministres et secrétaires d'Etat à 11 ministres. Des centaines de vice-ministres et directeurs généraux sont amenés à quitter leur fonction pour s'engager dans des tâches liées à la production et cela ne provoque pas de grands remous ni de résistance bureaucratique, et ce parce qu'une grande partie des cadres du FSLN se trouve dans les organisations de masse et non dans l'appareil d'Etat.

Une autre raison : nous autres sandinistes provenons de beaucoup de groupes maoïstes, anarchistes, sociaux-démocrates radicaux, castristes, guévaristes, trotskystes. Il y a de tout ici, tu sais ! Et nous sommes d'une génération, celle des années 70, qui a formulé beaucoup de critiques en ce qui concerne les régimes socialistes. Beaucoup de cadres sont allés au Vietnam, à Cuba, en Corée, au Chili, en France et cela explique qu'il y a chez nous une grande culture anti-bureaucratique. La conscience du danger bureaucratique existe.

La direction collective, le droit à la critique et le pluralisme sont des outils anti-bureaucratiques importants. Le pluralisme notamment, permet la critique de la fusion parti/Etat. Les syndicats de journaliers, même s'ils sont sandinistes, sont très critiques à l'égard de l'Etat. S'il n'y avait pas la démocratie et le pluralisme, qui pourrait critiquer l'Etat ?

Et, enfin, l'armement des masses est très important car affronter la bureaucratie avec 300 000 personnes armées est plus facile. Les masses ont le pouvoir, elles ont le fusil, elles peuvent avoir un syndicat, un comité d'autogestion... Tout ça, c'est bien plus efficace dans la lutte contre la bureaucratie que 1 000 discours !

Nous voulons un projet socialiste qui s'enrichisse culturellement de l'activité et de la vie quotidienne des masses. Il faut tenir compte du fait que les masses se fatiguent d'un socialisme étatique, d'un socialisme économiste. Pour encourager l'activité des masses, il faut que le projet socialiste se réalise dans l'allégresse, dans l'effervescence populaire. Si le socialisme est gris, triste, les masses se glacent, se fatiguent. ■

Avril 1988
Propos recueillis
par Eric TOUSSAINT

Répression de l'opposition

DEPUIS QUELQUES MOIS, la situation s'est tendue en République démocratique allemande (RDA), les manifestations et les arrestations se sont multipliées.

Le gouvernement du vieil Erich Honecker - qui est à la fois chef de l'Etat et du parti communiste (SED) - durcit ses positions vis-à-vis des milliers de candidats à l'émigration, et des militants indépendants du mouvement pacifiste et écologiste, en les expulsant eux, de RDA. C'est ce qui est arrivé en février dernier à un certain nombre de personnalités indépendantes, dont le chanteur Stefan Krawczyk et sa femme Freya Klier, qui se sont vus donner le choix entre le départ forcé vers l'Ouest ou de lourdes peines de prison.

Nous reproduisons ci-dessous un article paru dans la revue publiée en Grande-Bretagne *East European Reporter*.

Susan BUCKINGHAM

LA PREMIERE DE CES actions de répression s'est produite en novembre et s'est abattue sur l'Eglise Sion, à Berlin-Est, qui avait abrité la Bibliothèque d'écologie tenue par les cercles paroissiaux de pacifistes et d'écologistes depuis son ouverture en septembre 1986. Deux mois avant la descente de police, cette église avait été à l'origine de la première manifestation autorisée du mouvement pacifiste indépendant de RDA.

Une procédure illégale

Dans la nuit du 24 au 25 novembre, environ 20 membres du bureau du Procureur général et de la sécurité d'Etat ont fait irruption dans les locaux de la Bibliothèque d'écologie, au rez-de-chaussée de la maison du pasteur. 7 personnes présentes ont été arrêtées, sous le coup du paragraphe 218 -1- du Code pénal (association dans un but illégal) et du matériel de duplication, des stencils et des publications ont été saisis. L'une des personnes arrêtées, qui n'avait que 14 ans, fut relâchée peu après.

Ces procédés sont en rupture flagrante avec la légalité de RDA. La raison invoquée pour justifier la perquisition a été une dénonciation anonyme, mais ni son contenu ni aucune base légale concrète n'ont été spécifiés. De plus, on n'a tenu aucun compte du fait que les locaux perquisitionnés faisaient partie de la résidence officielle du pasteur, et le mandat qui a permis d'opérer les saisies ne portait pas la signature du procureur.

Les comptes-rendus officiels de l'opération donnent une version faussée des événements et essaient d'exploiter des tensions potentielles entre les autorités de l'Eglise et les écologistes en suggérant

que les activités de la Bibliothèque d'écologie, qui est accusée d'avoir publié du matériel subversif, ont été menées à l'insu de l'Eglise, dans une annexe.

Une référence spécifique a été faite à une publication *samizdat* du nom de *Grenzfall* ("Frontière"), que les personnes arrêtées étaient supposées imprimer au moment de la perquisition. Les rapports prétendent qu'il y avait parmi les objets confisqués, des caisses de ce journal, ainsi que la plus moderne des petites machines offset occidentales.

En fait, il s'agissait d'une publication propre de la Bibliothèque d'écologie *Umweltblätter* ("Feuilles écologistes"), une lettre d'actualité clairement intitulée "à l'usage interne exclusif de l'Eglise", et dont l'impression était en cours au moment de l'irruption de la police ; le matériel de duplication concerné se composait de ronéos à stencils tout à fait ordinaires, et tout ce qui a été trouvé de *Grenzfall* était une copie d'archive de chaque numéro.

Quelques heures après les arrestations, des représentants des groupes militants locaux, des cercles de travail religieux et paroissiaux qui, peu de temps auparavant, étaient en désaccord les uns avec les autres, se rencontrèrent pour discuter de comment réagir. Ils rédigèrent une déclaration contenant quatre revendications : la libération rapide de toutes les personnes arrêtées ; l'énonciation des bases d'accusation ; la restauration immédiate et complète des moyens de travail de la Bibliothèque d'écologie et la cessation de toutes les représailles contre les militants politiques. Ils appelèrent également à un rassemblement/messe/protestation pour le soir même.

Au cours de la journée, de nouvelles arrestations furent opérées : avant le rassemblement, six amis furent mis en pri-

son et trois autres placés en détention provisoire pour les empêcher d'y assister. Cependant, deux cents personnes ont pu se rassembler pour la messe, au cours de laquelle la déclaration et les revendications ont été confirmées et où décision fut prise d'organiser des tours de piquets de garde, jour et nuit, jusqu'à ce que les exigences soient remplies.

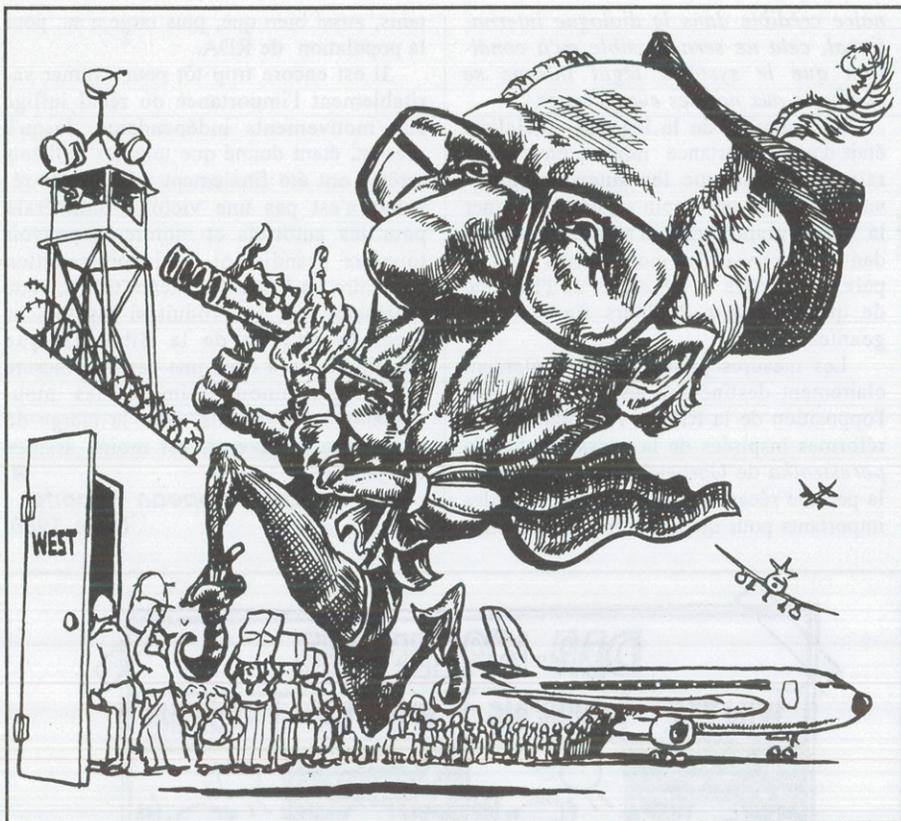
Le premier tour commença à 22 h 30 ce soir-là, mais fut interrompu par la police qui emmena directement les gens au commissariat. Un autre groupe prit la relève, posté cette fois-ci près de la porte de l'Eglise au cas où la police ferait d'autres tentatives d'intervention. Depuis lors, la continuité de la garde n'a pas été interrompue.

L'attitude de l'église protestante

Le jour suivant, 26 novembre, tous ceux qui avaient été arrêtés après le raid sur la Bibliothèque d'écologie ont été relâchés, à l'exception de Wolfgang Rüdendklaus et Bert Schlegel, mais les mesures judiciaires n'ont pas été suspendues. C'est *Grenzfall* qui fut ensuite l'objectif principal, avec plusieurs perquisitions à domicile et la détention de ses éditeurs, dont des militants de l'Initiative pour la paix et les droits de l'Homme.

Bien que le surintendant de l'Eglise évangélique de Berlin-Brandenburg ait initialement repris les déclarations officielles, ce fut là une exception parmi une série de déclarations émanant des autorités ecclésiastiques soutenant avec force les emprisonnés et encourageant les paroisses et leurs groupes "à poursuivre résolument et avec patience leurs activités en faveur de la justice, de la paix et de la protection de la nature qu'ils avaient déjà soutenues avec fermeté lors de la semaine de la Paix." Le 26 novembre, par exemple, le Conseil de l'Eglise de Sion décida d'intégrer le piquet de protestation dans les activités de la paroisse, approuvant ainsi la solidarité avec les groupes militants locaux.

Vers le 26 novembre, le conflit s'était étendu au-delà de Berlin, des gens ayant été arrêtés ou détenus pour interrogatoires à Weimar, Wismar, Saalfeld, Halle, Dresde et Erfurt. C'est à Dresde que le plus grand nombre de personnes a été impliqué, l'une d'elles a été accusée et 20 autres arrêtées, à la suite de quoi, on leur a interdit de se rendre à Berlin. Le point culminant des actions de protestation a été atteint le lendemain, 27 novembre, sous la forme d'un meeting paroissial dans l'Eglise de Sion auquel ont participé 500 personnes, et qui exprimait une solidarité croissante allant au-delà de ceux qui y assistaient et même des frontières du pays : des messages de soutien ont été envoyés par des écologistes polonais et hollandais, par quatre jeunes pasteurs de Cologne qui travaillent avec les organismes de charité religieux de Berlin-Ouest, Cologne et Darmstadt, en visite en Finlande, et par le congrès des écrivains de langue française et ses participants internationaux.



Erich Honecker

Le 28 novembre, à 8 heures, les autorités d'Allemagne de l'Est, reconnaissant qu'elles avaient sous-estimé la force et la solidarité des mouvements indépendants et la vague de protestation populaire déchaînée par la répression, ainsi que les dommages causés à l'image internationale de l'Allemagne de l'Est, en particulier vis-à-vis de l'autre Allemagne, relâchèrent finalement Wolfgang Rüdtenklau et Bert Schlegel. Cependant, la procédure légale ouverte contre eux et contre Andreas Kalk et Till Böttcher n'a pas été annulée. En conséquence, il a été décidé de continuer les piquets de protestation jusqu'à ce que les quatre revendications soient satisfaites. Les procédures ont finalement été suspendues le 4 décembre.

Le rôle de la Bibliothèque d'écologie

Les autorités ont clairement compris le rôle de la Bibliothèque d'écologie, lieu unique rassemblant des archives indépendantes d'information sur l'écologie en Allemagne de l'Est, comme une menace potentielle, d'autant plus que depuis le début de 1987 elle a publié, de façon régulière, son propre journal sur les problèmes de la paix et de l'écologie. Il faut également souligner que l'action avait comme but avéré, dès le début, d'atteindre ceux qui étaient directement impliqués dans la publication de *Grenzfall*. Tout comme les *Umweltblätter*, ce journal n'est apparu qu'au début de 1987, mais il s'intéresse à un éventail beaucoup plus large de questions politiques concernant l'Europe occidentale et l'Union soviétique.

Mais la publication de *samizdats* n'est qu'un des aspects du travail des mouve-

ments indépendants : les mesures policières à l'encontre de la Bibliothèque d'écologie ont été considérées par tous ceux qu'elle a concernés comme une attaque sans équivoque contre l'ensemble de l'activisme indépendant. Les militants et les autres groupes qui avaient auparavant été incapables de dépasser leurs divergences se considèrent aujourd'hui comme faisant partie d'un même mouvement pour le changement, soumis à des attaques directes.

Une forme concrète, et espérons-le durable, prise par ce sentiment de solidarité et de conscience de la nécessité de renforcer les liens, a été la mise en place d'un bureau d'information. Ouvert 24 heures sur 24 et relié à toutes les régions de RDA par téléphone, il devrait fonctionner avec des membres de tous les groupes indépendants, sous les auspices de l'Eglise.

L'effet produit sur le grand public a également été source de satisfaction. Les événements ont réussi à porter à la connaissance de gens qui n'avaient auparavant que peu d'intérêt pour le travail pacifiste, l'écologie et les groupes de droits de l'Homme, l'existence de la Bibliothèque d'écologie, d'*Umweltblätter* et de *Grenzfall*. Des secteurs de la population qui, sont généralement très réservés sur l'activité politique, ont manifesté des signes d'approbation et un soutien direct au piquet de protestation.

Cependant, la position de l'Eglise évangélique reste ambiguë car elle suit un cours semi-officiel, semi-indépendant dans la société d'Allemagne orientale. A Berlin-Brandenburg elle a exprimé, un soutien indispensable à ses propres paroissiens participant aux activités paci-

fistes et écologiques, et plus largement aux groupes militants locaux qui ont organisé le piquet de vigilance. Ce rôle fut d'une importance vitale pour assurer la victoire contre les autocrates étatiques. Mais on ne peut dire que cette réaction soit caractéristique de cette Eglise dans son ensemble, surtout quand on parle de ses branches qui n'ont pas de cercles pacifistes ou écologistes.

Mais l'euphorie créée par le résultat obtenu c'est, révélée prématurée car la sécurité d'Etat a frappé de nouveau deux mois plus tard, arrêtant plus d'une centaine de manifestants indépendants lors d'un rassemblement officiel en l'honneur de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, le 17 janvier 1988 assassinée en 1919 par la social-démocratie.

Accusés de trahison

La plupart des détenus étaient des candidats à l'émigration, mais d'autres étaient des militants indépendants qui voulaient œuvrer à des changements en RDA, plutôt que partir. Parmi ces derniers, cinq travailleurs de la Bibliothèque d'écologie, dont les pancartes portaient des citations de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, et Stefan Krawczyk (voir page 22) qui, avec sa femme Freya Klier emprisonnée quelques jours après, avait acquis une large audience, surtout parmi les jeunes. Ils avaient fait salle comble lors des concerts non officiels où il avait présenté ses chansons et spectacles, au cours des deux dernières années. Krawczyk fut arrêté portant une banderole protestant contre les *Berufsverbot* (interdictions professionnelles) en Allemagne de l'Est.

L'accusation originelle contre les manifestants était "*rassemblement d'émeutiers*", mais quand cinq membres clés de l'Initiative pour la paix et les droits de l'Homme - Ralf Hirsch, Wolfgang et Regina Templin, Bärbel Bohley et Werner Fisher - ont été arrêtés le 25 janvier, les charges portées contre eux étaient celle de trahison, ce qui peut entraîner une sentence de mort.

Ce durcissement drastique a pris tout le monde de court, tellement il était disproportionné avec l'incident qui est supposé en être la cause. Mais une fois dissipé le premier choc, le lien avec les suites de l'affaire de la Bibliothèque d'écologie devint évident. Après l'échec des autorités qui, dans cette occasion, n'ont pas réussi à porter un coup décisif contre les mouvements indépendants, le prétexte à une offensive plus concertée fut choisi d'avance, sous la forme du rassemblement du 17 janvier, les autorités étant au courant depuis au moins une semaine, de la manifestation non-officielle qui était prévue.

Les protestations intérieures s'étaient multipliées, impliquant des dizaines de milliers de personnes qui s'étaient mises à assister aux "messes d'intervention" se tenant deux fois par semaine, en solidarité avec les détenus et pour soutenir le droit à l'émigration. S'y ajoutaient les protestations venues de l'étranger qui, une fois de plus, venaient ternir l'image de la RDA.

Une nouvelle descente massive semblait imminente. Vers la fin de la première semaine de février, on a su que tous ceux qui étaient emprisonnés seraient relâchés, y compris ceux qui étaient accusés de trahison.

Les premiers détenus furent effectivement libérés le 2 février et rapidement mis dans des trains en partance vers l'Occident. Parmi eux se trouvait Bert Schlegel, l'un de ceux qui avait été arrêtés dans l'affaire de la Bibliothèque d'écologie, et condamné, la veille, à 6 mois de prison pour rassemblement d'émeutiers, de même que Krawczyk et Klier.

Alors que les autorités soutenaient que ces derniers avaient demandé l'autorisation d'émigrer, Krawczyk est apparu à la télévision le lendemain en affirmant qu'ils n'étaient partis que sous la contrainte et désiraient revenir aussi vite que possible.

Il fut difficile aux autorités d'obtenir les signatures des militants restant, sur les papiers nécessaires à leur envoi en exil, bien que les détenus soient sous la menace de la prison pour des périodes allant de 2 à 10 ans. Ce n'est que lorsque tous, sauf Ralf Hirsch eurent la garantie d'obtenir leur passeport avec des visas les autorisant (théoriquement) à retourner en RDA après des périodes allant de 6 mois à 2 ans, qu'ils ont été d'accord. Ils réussirent tous à rejeter la pression des autorités pour qu'ils renoncent à leur citoyenneté de RDA à l'exception de Ralf Hirsch (et de Krawczyk avant lui), qui ont été privés de leur citoyenneté contre leur volonté.

Une méthode qui a fait ses preuves

A la fin de la semaine ils étaient tous à l'Ouest, avec Vera Wollenberger, l'une des fondatrices de l'Eglise d'En-bas (non-officielle), qui venait juste d'être condamnée à 6 mois de prison sous l'accusation de "hooliganisme". Till Böttcher et Andreas Kalk, respectivement âgés de 17 et 19 ans, deux organisateurs de la Bibliothèque d'écologie, ont été remis en liberté surveillée et autorisés à rester en RDA.

L'expulsion vers la RFA est une méthode essayée et testée, utilisée par les autorités de RDA pour réduire au silence leurs citoyens critiques. Le désavantage de cette forme d'action du point de vue des autorités est cependant que tout le système judiciaire de RDA est devenu une simple plaisanterie aux yeux du public. Car avec ce système, on garantit aux gens, après qu'ils ont enfreint la loi, selon la version officielle, une permission d'émigrer qu'on leur a refusée à l'origine et, encore plus grave, on permet à d'autres chargés de soi-disant crimes aussi lourds que la trahison, de traverser librement la frontière. Quelles répercussions intérieures cet aspect de l'affaire aura-t-il, seul le temps pourra nous le dire.

A l'extérieur aussi, l'aspect légal des actions des autorités a un mauvais écho, car comme l'indique le commentaire de la Bibliothèque d'écologie sur les libertés civiles inscrites dans la Constitution : "Si la RDA veut être acceptée comme un parte-

nnaire crédible dans le dialogue international, cela ne sera possible qu'à condition que le système légal interne se conforme aux normes européennes."

Le maintien de la légalité socialiste était d'une importance minime en comparaison avec ce que les autorités concevaient comme un besoin urgent d'endiguer la vague grandissante d'activité indépendante en privant les mouvements pour la paix, l'écologie et les droits de l'Homme de quelques-unes de leurs figures dirigeantes.

Les mesures prises étaient également clairement destinées à lever le doute sur l'opposition de la RDA à l'introduction de réformes inspirées de la *glasnost* et de la *perestroïka* de Gorbatchev qui sont, dans la période récente, devenues des symboles importants pour quelques groupes de mili-

tants, aussi bien que, plus largement, pour la population de RDA.

Il est encore trop tôt pour estimer véritablement l'importance du recul infligé aux mouvements indépendants. Jusqu'à présent, étant donné que tous les militants arrêtés ont été finalement relâchés, le résultat n'est pas une victoire unilatérale pour les autorités et montre le pouvoir toujours grandissant de la protestation populaire en RDA. En même temps, cette répression qui se produit si rapidement après la victoire de la Bibliothèque d'écologie, aura dans une certaine mesure découragé, sinon intimidé, les mouvements indépendants, dont la marge de manœuvre à l'avenir, est moins assurée que jamais.

East European Reporter,
Mars 1988.



"Nous ne voulons pas partir"

NOUS REPRODUISONS ci-dessous le texte d'une interview donnée par Stefan Krawczyk à la publication samizdat Umweltblätter du 15 décembre 1987. Arrivant très peu de temps avant la dernière vague de répression et son "émigration" forcée de RDA, au début de février 1988, ses commentaires sur les méthodes employées par les autorités d'Allemagne de l'Est sont tout à fait d'actualité.

UMWELTBLÄTTER : Stefan, le 13 novembre 1987 on vous a interdit de faire des spectacles en public. Pourquoi et quels effets une telle mesure a-t-elle eus sur votre vie et votre travail ?

Stefan Krawczyk : En fait une interdiction générale existe depuis toujours. Elle a commencé voilà deux ans et demi, en août 1985. Supprimer ma licence revenait à m'interdire tout spectacle en public. Mais on n'en est pas encore arrivé au banissement. Or, quand on perd sa licence, il ne reste fondamentalement plus qu'à émigrer.

Alors nous recherchons toutes les oc-

casions de pouvoir jouer. L'Eglise s'est proposée d'elle-même. Les interdictions officielles ne s'appliquent pas aux églises et c'est pourquoi elles ont une plus grande marge de manœuvre.

Mais il y a plus que ce que les yeux peuvent voir quand la loi régissant les spectacles publics est concernée, dans

Sont interdits les spectacles qui ne font pas la promotion du développement du socialisme

la mesure où ceux qui y sont soumis - en l'occurrence le personnel ecclésiastique - connaissent les limites qu'impose une conduite religieuse.

Les policiers n'ont ici aucune juridiction. Mais l'Etat m'a menacé personnellement de pénalités sur la base de cette loi, au cas où je me serais produit en public le 13 novembre. Si Freya et moi-même jouons ensemble, cela s'applique à nous deux. La sanction imposée impliquait quatre points principaux :

- Premièrement, je suis interdit de la préparation, ou de la participation active, de représentations qui ne font pas la promotion du développement à venir du socialisme, selon le premier paragraphe de la loi sur les spectacles. Mais seules les autorités peuvent décider de ce qu'est la promotion du développement du socialisme. Nous n'avons rien à dire sur la façon dont cela est interprété, en dernier ressort.

- Deuxièmement, l'interdiction est générale.

- Troisièmement, si je participe, ou si j'organise de tels spectacles, j'aurai une amende de 500 marks, et de 1 000 la deuxième fois. Il en est de même pour Freya, si elle est concernée.

- Le quatrième point est le plus important, c'est le droit d'appel !

En fait, ils font monter la pression parce qu'ils ne savent pas comment l'arrêter autrement. Parce qu'une grande solidarité s'est fait jour, y compris de la part de gens d'église qui croient que celle-ci a une responsabilité dans les problèmes sociaux. L'Etat utilise tous les moyens de pression imaginables pour arriver à dominer la situation. En ce moment la prison n'a pas bonne presse parce qu'elle gêne trop la réputation de la RDA à l'étranger, alors il essaie d'y parvenir par les amendes. En fait, ce n'est pas nouveau, les premières amendes ont été infligées au début de l'année contre des pasteurs qui m'avaient autorisé à donner mon spectacle. Aujourd'hui la situation s'est aggra-

vée, car un ordre de saisie a été délivré en relation avec la première amende. Et une somme de 750 marks supplémentaires a été imposée. Mais l'Etat peut se rendre compte qu'avec les pasteurs, ou du moins certains d'entre eux, une certaine capacité de résistance existe et l'argent sera finalement trouvé. On ne peut leur imposer la discipline comme ça, alors ils nous ont menacés de procédures judiciaires. Mais cela ne nous arrêtera pas, nous continuerons à jouer, à faire des spectacles. Même s'ils saisissent tout ce que nous avons !

■ C'est, en fait la première fois, depuis 1952, qu'une pression s'est exercée sur les conseils de paroisse, à travers l'application rétrospective de décisions officielles. Comment cela se passe-t-il pratiquement ?

- Peut-être l'exemple du Golgotha, où une "soirée Brecht" avait été prévue pour le 23 novembre pourrait l'illustrer. Le pasteur s'est fait officiellement sermonné et on lui a demandé s'il pouvait se porter garant de l'ordre et de la sécurité publics. Vous savez, cela ne lui était guère possible. Non par peur que les "skinheads" (2) ne viennent mettre la pagaille, mais par peur que la Stasi (la sécurité d'Etat) n'envoie des gens semer le trouble. Dans cette hypothèse il ne pouvait naturellement pas garantir l'ordre, ce fut une dure bataille que de le convaincre de résister à cette tentative d'intimidation.

■ Dans ces conditions, quelles sont les possibilités de continuer à donner des spectacles ?

- Les propositions diminuent réellement. Pendant la Semaine de la paix (événement annuel organisé par l'Eglise évangélique) 8 propositions sur 11 ont été annulées. Le niveau auquel ont sombré les diverses congrégations, au moins en ce qui concerne leur engagement social, est clairement apparu en décembre. Nous n'avons absolument rien de prévu pour décembre et janvier.

■ Quels sont vos projets pour le proche avenir ?

- Tout d'abord je voudrais écrire, car je n'ai pas pu le faire avec tous ces problèmes avec mon interdiction, la police, etc. Maintenant je veux écrire de nouvelles chansons.

■ Quelle est la meilleure façon de vous aider ?

- Etant donné nos fortes amendes, nous avons besoin de solidarité financière. Sinon l'Etat saisira même nos instruments. Mais la solidarité doit surtout venir de la communauté artistique d'ici, elle a de moins en moins de liens avec les gens. Ils font leurs affaires, ils sont bien payés pour jouer, voyagent en Occident, et ne veulent prendre aucun risque. La situation a déjà grandement changé depuis l'époque de Biermann (3), les artistes

n'étaient pas alors aussi coupés de leur public.

■ Toutes sortes de rumeurs courent sur vous, ces jours-ci, par exemple que vous avez fait une demande d'émigration. Qu'en est-il ?

- Pour répondre à votre question, il doit être clair que je n'ai pas posé de demande d'émigration et je n'ai aucun projet de cette sorte. Bien sûr ces rumeurs nous reviennent. Elles ont été répandues depuis le moment où nous avons décidé de rester travailler ici et de rester public. Et on peut remonter jusqu'à leurs sources officielles. Quand les pasteurs ont déclaré leur volonté de nous soutenir totalement, l'attaque a été portée contre les points les plus sensibles pour l'Eglise, comme la pornographie et le racisme (4). Tout d'un coup nous jouons des pièces racistes et chantions des chansons racistes. Bien sûr cela a eu un effet chez les pasteurs qui ne nous connaissaient pas, ils ont été piégés par la manœuvre des autorités.

Nous avons toujours dû lutter comme des fous contre les rumeurs. C'est la même chose pour l'émigration. Il est évident qu'on perd de la crédibilité auprès de l'opinion publique et des spectateurs, si on chante la nécessité de faire quelque chose sur les problèmes d'ici, en ayant derrière la tête l'idée de partir. Cela ne concorde pas, et la Stasi le sait très bien. La police a donc travaillé à miner notre impact. Mais nous n'en sommes certainement pas au bout. Ils sont très créatifs dans ce domaine. Et en plus, il y a cet appareil de fous.

Nous continuerons et il ne sera pas facile pour la Stasi de nous arrêter. ■

East European Reporter,
Mars 1988.

Je n'ai jamais posé de demande d'immigration

1) Ceux qui se produisent dans les spectacles sont strictement répatoriés et le contenu des prestations artistiques est régi par un code strict.

2) Des bandes de jeunes néo-fascistes, "skinheads", ont récemment fomenté des bagarres lors de spectacles aléatoires dans des églises.

3) Wolf Biermann qui chantait et écrivait des chansons s'est vu retirer son passeport de la RDA en 1976, alors qu'il était en tournée en RFA. Symbole important de l'opposition culturelle et politique de gauche, il lui avait été interdit de se produire en public et retiré son passeport depuis de nombreuses années, pour l'empêcher de voyager. Les protestations contre son expulsion menèrent à la mise sur liste noire et/ou à l'émigration de nombreuses personnalités de la vie culturelle de RDA.

4) "Pornographie" et "racisme", entre autres, sont explicitement exclus de la liberté d'expression prétendument garantie par la Constitution et la loi d'Allemagne de l'Est.

EN BREF...



IRLANDE

Arrestations à Belfast

À la suite de la tuerie, le 19 mars, de deux soldats du Royal Ulster Constabulary (RUC) en uniforme, qui étaient entrés en voiture, dans le cortège d'un enterrement républicain, les forces britanniques en Irlande ont lancé une offensive contre les habitants de Belfast-Ouest qui avaient pris part à la défense du cortège funéraire.

Le massacre perpétré, quelques temps auparavant, au cimetière de Miltown, par un loyaliste protestant armé, a été effacé de l'histoire, de la même façon que la longue histoire des attaques menées par les mercenaires du RUC, et de celles de l'armée britannique.

Immédiatement après la mort de ses soldats, le RUC, a annoncé qu'il s'efforcera d'arrêter au moins 30 personnes. En une semaine, quatre hommes ont été arrêtés et interrogés. Ensuite, après une longue pause, le 22 avril, 13 autres hommes ont été arrêtés, à l'aube, dans de véritables raids, et après interrogatoire, sept d'entre eux ont été inculpés.

Les accusations, qui vont de meurtre à blessures graves, séquestration et détention d'informations, n'ont de bases ni morales, ni légales. Elles ont été tout simplement forgées par les Britanniques en quête de vengeance et servent à créer une atmosphère de terreur de masse dans laquelle c'est toute la population nationaliste qui sera en procès.

Tout cela s'est accompagné d'une vague d'hystérie dans la presse britannique, qui a atteint de nouvelles profondeurs dans la vilénie. Le *Sunday Times* a utilisé des photographies et des informations fournies par les services de renseignements britanniques pour identifier les militants républicains dans le cortège et mener une campagne de calomnies et une chasse aux sorcières contre eux.

Le soutien apporté par les médias à la chasse aux sorcières ne les a pas empêchés d'en devenir eux-mêmes victimes. La Loi de prévention du terrorisme a été utilisée pour saisir des films des compagnies de télévision et des cadres ont été menacés de se voir accusés de rétention d'information, en cas de refus d'obtempérer.

Le pas le plus extrême a été celui de la suspension d'une employée du Conseil municipal de Belfast, Roisin McDonagh, qui avait écrit un article en défense des gens de Belfast-Ouest dans le *Irish Times*. Elle a été menacée de licenciement, mais le soutien de son syndicat et celui de la communauté locale l'a empêché, et elle est aujourd'hui revenue à son travail, avec un blâme.

C'est la Grande-Bretagne qui est responsable de toute cette violence. L'armée britannique, le RUC et leurs auxiliaires loyalistes ont tous joué leur rôle dans la violence et les morts lors des funérailles des volontaires de l'IRA. Ils essaient maintenant d'accuser de leurs crimes des gens qui n'ont fait que se défendre. La solidarité, sous forme de protestation internationale, contre cette chasse aux sorcières et pour la libération des prisonniers est une tâche d'urgence. ■

FRANCE

Après la mort de Daniel Guérin

Daniel Guérin vient de mourir. Avec lui disparaît l'une des figures de proue de l'extrême-gauche française pendant un demi-siècle, et qui joua un rôle clé dans le mouvement homosexuel.

Guérin était venu au socialisme par l'anti-colonialisme, ce qui n'était pas tellement habituel au début des années 30. Il est resté un militant anti-colonialiste pendant toute sa vie. On trouve le résumé de cette fidélité acharnée à l'internationalisme prolétarien dans le recueil intitulé *Ci-gît le colonialisme* (Mouton, La Haye/Paris, 1973).

Mais bientôt le péril fasciste qui monte dans toute l'Europe, après la prise du pouvoir des nazis en 1933 élargit cette motivation initiale. Son livre *Fascisme et grand capital* (Paris, Gallimard, 1936), offre la première explication détaillée du phénomène fasciste d'un point de vue marxiste-révolutionnaire, en bonne partie inspirée par les analyses de Trotsky, explication largement supérieure à celle du

Komintern. Malgré un aspect parfois mécaniste, elle a conservé aujourd'hui toute sa validité, alors que nous disposons d'une masse énorme de documents auxquels Guérin n'avait pas accès à l'époque.

Ayant adhéré à la SFIO de Léon Blum, le jeune Daniel Guérin auquel l'électoralisme vulgaire de la "vieille maison" répugne, se situera rapidement à l'aile gauche du parti, la fameuse "gauche révolutionnaire" autour de Marceau-Pivert. Elle connaîtra son heure de gloire au cours de juin 1936, mais ne réussit pas à traduire ses convictions révolutionnaires en actes organisés et organisationnels. Elle finit par se faire exclure de la SFIO en 1938, dans la phase déclinante des luttes ouvrières.

Dans le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) constitué à la suite de cette expulsion, Daniel Guérin se situera de nouveau à l'aile gauche, rejetant notamment les mesures d'abord vexatoires puis disciplinaires prises à l'égard des trotskystes qui avaient adhéré à cette formation.

Pendant toute cette période, qui allait d'ailleurs se prolonger durant la Deuxième Guerre mondiale, Guérin se rapproche de Trotsky et du trotskysme. Il admire l'extraordinaire lucidité du "Vieux", mais lui reproche une rigidité tactique qui aurait encouragé ses disciples français à verser dans le sectarisme et dans les maladresses manœuvrières. L'histoire tranchera sur les questions de détail ; tout cela semble bien loin aujourd'hui. Mais personne ne peut nier, à la lumière de l'histoire, que les choix fondamentaux n'étaient pas tactiques mais politico-stratégiques. Sur ces choix, Trotsky avait raison. Guérin lui-même s'en est d'ailleurs largement rendu compte, au milieu des années 40. C'est ce qui l'a amené à adhérer à la IVe Internationale pendant une brève période, à cette époque-là.

Tout le processus de rapprochement conflictuel de Daniel Guérin avec le marxisme révolutionnaire - le trotskysme - pendant la période 1933-1940 est décrit sincèrement dans son livre *Front populaire, révolution manquée* (Paris, Julliard, 1963).

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, Daniel Guérin a produit son livre le plus intéressant, qui continue à faire date, tant dans l'historiographie en général, que dans l'histoire du marxisme. *La lutte de classes sous la Première République* (1956) élargit l'analyse fondée sur la théorie de la révolution permanente à celle de la grande Révolution française (un condensé de l'ouvrage est paru en 1973, sous le titre *Bourgeois et Bras-Nus*, chez Gallimard). Aujourd'hui, cela reste une tâche pour de jeunes historiens marxistes de réexaminer l'histoire de toutes les révolutions bourgeoises en les abordant non pas comme une lutte de classes triangulaire entre la noblesse, la bourgeoisie et la paysannerie, mais comme une lutte de classes à quatre pôles, dans laquelle le pré-prolétariat, le semi-prolétariat, voire le prolétariat naissant, commence à apparaître comme une force sociale autonome.

Au moment où l'on s'apprête à célébrer le bicentenaire de la Révolution française, les marxistes français devraient s'inspirer de l'ouvrage lucide de Daniel Guérin pour continuer sur cette voie. E.M.■

DANEMARK

Fête du cinquantenaire

Une fête de commémoration du 50e anniversaire de la IVe Internationale s'est tenue à Copenhague le 10 mai. Elle rassemblait des marxistes révolutionnaires des pays scandinaves et même d'Allemagne de l'Ouest. Plus de 400 personnes étaient réunies dans l'immense salle du centre communal de Norrebro, décorée de drapeaux rouges portant des mots d'ordre. La fête était organisée comme un banquet, les participants étaient assis autour des tables, et sur des tréteaux le long des murs on pouvait trouver la presse de la IVe Internationale et d'autres organisations et associations de gauche.

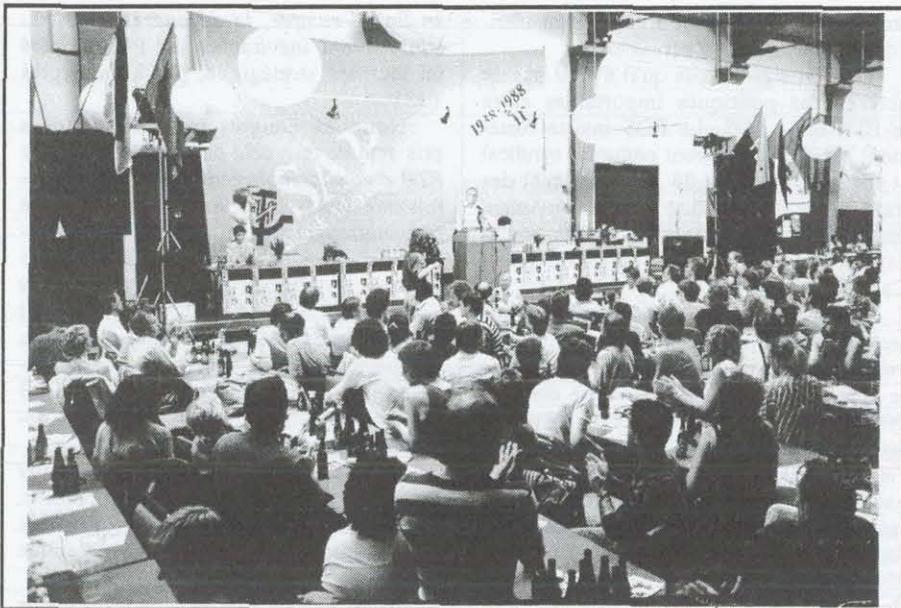
Après les chants révolutionnaires, le rassemblement a été ouvert par Gote Kilden, dirigeant de la section suédoise de la IVe Internationale et dirigeant syndical de chez Volvo à Göteborg, l'une des plus importantes concentrations ouvrières du nord de l'Europe. Il fut suivi par Hugo Blanco, légendaire dirigeant paysan péruvien, qui souligna qu'il n'y avait pas de barrière entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour le socialisme.

Betty Heathfield, dirigeante de l'organisation des Femmes britanniques contre la fermeture des puits (WAPC), créée lors de la grande grève des mineurs britanniques de 1984-1985, fit une intervention pleine d'espoir dans les luttes ouvrières à venir. Malgré la défaite de la grève des mineurs, dit-elle, ceux qui y ont participé considèrent cette année de lutte comme la meilleure de leur vie. Tout leur horizon s'en est trouvé élargi. Cela leur a permis de comprendre le point de vue du peuple irlandais, celui des Noirs, et celui de la lutte pour la libération des femmes. "Nous n'avons d'autre choix que de lutter", dit-elle.

Il y eut aussi des interventions de Gitte Hesselman, membre de la direction de la section danoise de la IVe Internationale et de Poul Petersen, secrétaire syndical des Socialistes de gauche (VS) danois.

L'ambassadeur du Nicaragua en Scandinavie, Ricardo Pasos Marciacq, a envoyé des salutations chaleureuses à "ceux qui célèbrent l'anniversaire de la IVe Internationale". De même Tulio Lima, secrétaire international de l'organisation syndicale salvadorienne, l'UNTS, Duke Moilego du bureau de représentation de l'ANC à Copenhague, Mahmud Issa de la Ligue des travailleurs palestiniens, ainsi que des révolutionnaires turcs, irakiens et iraniens en exil ont également salué cette commémoration.

Un salut enregistré de Petr Uhl, qui



combat contre la bureaucratie en Tchécoslovaquie, a été diffusé. Ernest Mandel fit un discours sur les perspectives de la IVe Internationale.

Dans la soirée un festival contre le racisme fut organisé. Il alterna la musique et les festivités avec des interventions politiques, dont l'une faite par Tariq Ali, figure de la lutte anti-raciste en Grande-Bretagne. Le public de la session du soir fut encore plus nombreux que pendant la journée, rassemblant environ 500 personnes. ■

BELGIQUE

Sur l'unité des révolutionnaires

Le Bureau politique du Parti ouvrier socialiste (POS), section belge de la IVe Internationale, a adressé, en date du 1er mai 1988, une longue lettre au Parti du travail de Belgique (PTB), parti ex-maoïste. Cette lettre a été diffusée massivement lors de la fête organisée par le PTB à l'occasion du 1er mai. Le POS y lance un appel unitaire à former des listes électorales de cartel entre le PTB, le POS et le PCB (Parti communiste de Belgique) et à envisager le cadre d'un parti communiste révolutionnaire.

La lettre ouverte a eu un large écho notamment auprès de militants syndicaux importants, mais aussi dans les rangs du PTB lui-même. Nous reproduisons, ci-dessous, la dernière partie de cette lettre, qui porte notamment sur l'unité entre révolutionnaires.

"Dans une lettre du Comité central (CC) du PTB (adressée au BP du PCB), ces trois partis sont classés de la manière suivante : le PTB et le PCB sont des partis communistes ; le POS, par contre est un parti 'anticommuniste' !

Nous pensons que cela ne constitue pas une présentation exacte de la réalité.

Dans cette analyse du PTB, il y a manifestement deux erreurs.

1. Il n'est pas vrai que le PCB soit un parti révolutionnaire qui prétend préparer la révolution socialiste ; ne dit-il pas de lui-même que son but est 'l'application d'un programme de réformes pour avancer vers une transformation fondamentale (de la société capitaliste)'. (Louis Van Geyt, président du PCB, interview dans *Faits et arguments*, périodique bimestriel du PCB, avril-mai 1987).

2. Il n'est pas vrai que le POS serait 'le parti anticommuniste' qui utilise constamment 'une terminologie d'extrême-droite' (Ludo Martens dans *Solidaire*, 23 décembre 1987). La vérité c'est que, dans la lutte des classes courante en Belgique, le POS défend un programme analogue à celui du PTB. La vérité, c'est que tout au long des années 70, le POS a lutté contre l'offensive anticommuniste et anti-URSS de l'impérialisme belge et international. La vérité c'est qu'il y a en Belgique, deux partis révolutionnaires, le PTB et le POS.

Selon Marx et Lénine, la différence essentielle entre révolutionnaires et réformistes tourne autour de la question de l'Etat.

1. Les révolutionnaires reconnaissent que l'appareil d'Etat est exclusivement une machine de domination aux mains de la classe dirigeante.

2. Les révolutionnaires en concluent qu'il est impossible de réformer progressivement cet appareil d'Etat, mais qu'il faut au contraire le démanteler.

3. Les révolutionnaires sont convaincus que la transition du capitalisme au socialisme passera par l'expropriation de la bourgeoisie dominante, comme classe.

4. Les révolutionnaires misent sur la lutte extra-parlementaire des masses en vue de la prise du pouvoir politique et reconnaissent, dès lors, la nécessité de la dictature du prolétariat en tant que période historique de transition vers le socialisme.

En appliquant ces quatre critères fondamentaux, nous constatons que 1) le POS est un parti révolutionnaire, et 2) que les

programmes du POS et du PTB sont identiques sur ces points essentiels.

Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de divergences politiques importantes entre le PTB et le POS. Le POS insiste fortement sur l'unité du front commun syndical et sur la perspective du gouvernement des travailleurs. C'est-à-dire un gouvernement des grands mouvements ouvriers socialiste et chrétien sans les partis du grand Capital.

Le POS est fermement opposé à ce que les partis politiques manipulent les travailleurs, et se prononce donc en faveur de la plus large démocratie ouvrière dans les syndicats et dans les comités de grève. La reconquête des syndicats ne sera pas l'œuvre du Parti, mais d'un large courant de gauche syndicale, comprenant des militants de la gauche socialiste et chrétienne, du PCB, du POS, du PTB, et les innombrables syndicalistes indépendants sans-Parti.

Le POS insiste sur l'importance de la démocratie et de l'égalité sociale dans la construction du socialisme : d'où par exemple, notre espoir en la révolution sandiniste, notre appui aux mesures démocratiques découlant de la *glasnost* de Gorbatchev, mais aussi notre opposition à la *perestroïka* avec ses mesures anti-sociales et pro-capitalistes ; d'où notre soutien à la politique de Lénine entre 1917-1924, et notre opposition au stalinisme dans les années 30-40.

Le POS considère l'URSS, la Chine, l'Europe orientale comme des pays non-capitalistes, *'en transition vers le socialisme'*, mais où une caste bureaucratique privilégiée est au pouvoir. Dès lors, nous soutenons les travailleurs et les minorités nationales pour une véritable démocratie socialiste par exemple Solidarité contre le général Jaruzelski.

Le POS considère le PTB comme un parti révolutionnaire. Au fil des années, notre analyse du PTB a changé.

Lorsque le POS tenait son troisième congrès (1976), le PTB (à l'époque encore *AmadaTpo*) soutenait à fond la politique étrangère de la Chine et considérait l'URSS, *'social-fasciste et social-impérialiste'*, comme *'l'ennemi principal'*. Toute la ligne politique du PTB de ces années-là (1973-1981) était imprégnée de l'idée que la question fondamentale était la troisième guerre mondiale et l'invasion imminente de l'armée russe en Belgique. Cela amenait le PTB à se rapprocher politiquement de la bourgeoisie belge, à approuver le budget militaire belge, à exiger la construction d'abris anti-atomiques, à s'opposer à la sortie de la Belgique de l'OTAN, à refuser son soutien à la révolution au Nicaragua (à cause de l'influence russe, par Cubains interposés), etc.

Nous pensons et nous craignons, à ce moment-là, que le PTB ne sombre dans une attitude contre-révolutionnaire et anti-communiste, comme cela arriva, à plusieurs partis marxistes-léninistes en Europe occidentale. Ainsi la résolution politique de notre troisième congrès (1976) concluait : *'Sans un tournant politique radical dans sa stratégie, la sectarisation et*

en fin de compte, la dégénérescence (du PTB) seront inévitables.' Le PTB a opéré un tournant stratégique, pas à pas, après 1981.

Notre 8e congrès national (1986) a pris acte de tout cela en constatant que *'le PTB a considérablement augmenté son autonomie vis-à-vis de la Chine et cherche pragmatiquement sa voie vers un programme révolutionnaire pour la lutte des classes en Belgique'*. (Rapport au 8e congrès, POS, Doc. N°1, juin 1987). Et en tant que POS, nous envisageons la perspective à terme d'un *'parti ouvrier révolutionnaire unifié'* où le POS et le PTB ainsi que d'autres courants politiques devraient trouver leur place.

La direction, du PTB a choisi de fermer les yeux devant tout ce développement, devant l'engagement dans la lutte des classes et devant le véritable programme marxiste que nous défendons.

Nous, en tant que POS, nous voulons dire clairement que nous continuerons à œuvrer en faveur de l'unité et de la collaboration avec le PTB, en faveur d'un débat objectif et loyal entre communistes révolutionnaires, et cela malgré l'attitude brutalement sectaire du PTB à l'égard du POS". ■

FRANCE

Rassemblement des rebelles impénitents

Actrice de mai 68 par ses militants et militantes, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) est la seule organisation à avoir renoué avec les "événements de Mai" au moment même de leur anniversaire les 28 et 29 mai à Paris.

Le soleil était plutôt pâle et la pluie insistante avait détrempe le sol du seul endroit accordé par la municipalité de Paris, dont Chirac est le maire, un terrain vague aux installations précaires.

Les anciennes, et les nouvelles têtes, n'étaient pas là seulement pour la musique et les stands régionaux de spécialités diverses à déguster, mais aussi pour découvrir une organisation au cœur des luttes et des débats agités d'aujourd'hui.

Samedi après-midi, ils étaient nombreux à s'entasser dans l'espace "Débats" pour assister à une discussion sur l'extrême-droite. Le lendemain, après une soirée consacrée à la danse et à la musique, qui dura pratiquement toute la nuit, plusieurs dizaines de participants se retrouvaient à la table ronde des journalistes qui réunissait Michel Naudy de *Politix*, Jean-Luc Benhamias de *Vivant*, Pierre Morville, ancien du *Matin*, Jean-Paul Cruse syndicaliste CGT de *Libération* et Christian Picquet de *Rouge*.

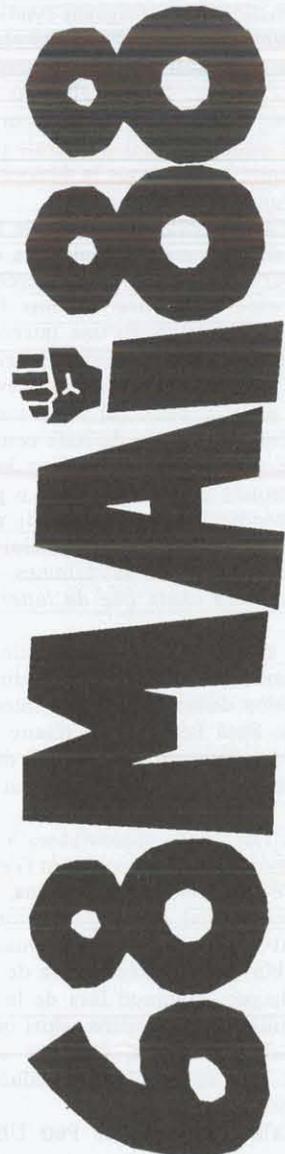
Un débat sur l'internationalisme au féminin, très attentivement suivi, malgré des conditions techniques mauvaises, ren-

dit compte des luttes qui sont menées en Uruguay, au Brésil, au Mexique par les femmes qui veulent arracher "le droit de lutter".

C'est dimanche après-midi que le meeting central entendit le message envoyé par l'ambassade du Nicaragua : *"Dans la solidarité que le peuple de France témoigne vis-à-vis des objectifs de la révolution nicaraguayenne, vous pouvez être fiers du rôle qui a été et qui continue d'être le vôtre (...)"*

"Au moment où il est question de commémorer le vingtième anniversaire de Mai 68, avec tout l'esprit libertaire de ces mémorables journées, au nom du peuple nicaraguayen, nous vous saluons en vous disant merci pour votre solidarité, merci pour votre appui."

Le camarade Petr Uhl, révolutionnaire tchécoslovaque, qui est passé à Paris à l'été 1968 avait fait parvenir un message : *"... Le mouvement étudiant tchécoslovaque en 1968 a été influencé par le mouvement étudiant allemand, la SDS de l'époque, par Rudi Dutschke qui nous a rendu visite et par tout ce qui se disait en France, en Allemagne (...). Je pense que cette vieille tradition de l'internationalisme ne s'est pas oubliée, bien au contraire (...)"*



Alain Krivine a conclu le débat en évoquant, en particulier la solidarité avec le combat du FLNKS de Nouvelle-Calédonie : "Votre combat, c'est notre combat, celui de la Quatrième Internationale. Ce n'est qu'un début !" ■

AFRIQUE DU SUD

Les Must de l'apartheid

Il existe un réseau serré de connivences et d'entraide entre le capital sud-africain et le capital suisse. L'information est occultée avec soin. Le secret suisse des affaires devient le secours helvétique de l'apartheid ! Il est certain que si une véritable information à ce sujet paraissait dans la presse, l'opinion publique suisse demanderait des comptes, ces comptes d'entreprise, de banques et d'assurances, si bien dissimulés.

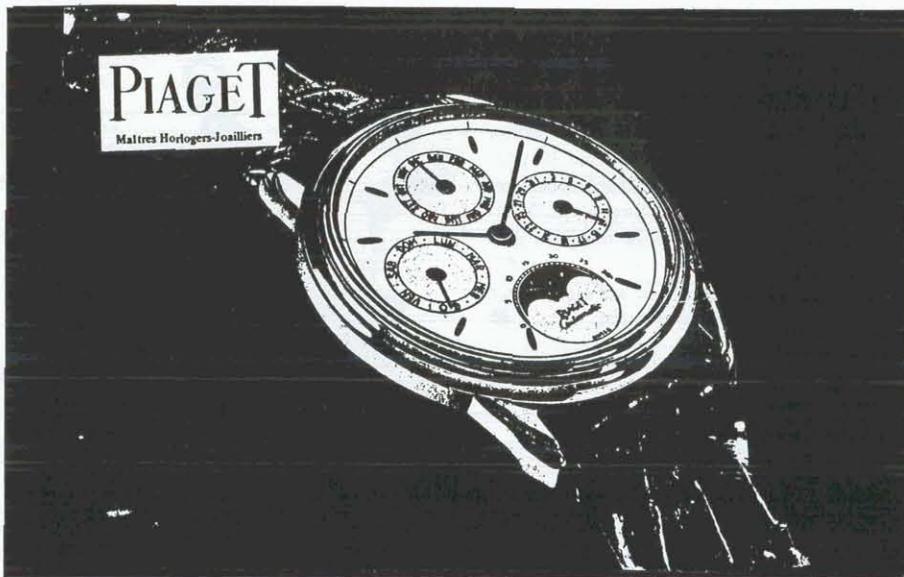
L'investissement suisse en Afrique du Sud est considérable. Jamais une banque ou une multinationale suisse ne s'est opposée aux lois d'apartheid. Aucune entreprise suisse, lors de la mise en place du système d'apartheid, après la guerre, n'a refusé l'application des réglementations pour les usines qui spécifie l'obligation de cantines et de toilettes séparées pour les "différentes races".

Mais la "coopération" n'est pas à sens unique et les capitaux sud-africains enclins à l'évasion ont trouvé des débouchés juteux en s'investissant, à leur tour, en Suisse, dans les diverses industries de luxe qui jouissent d'une renommée et d'un marché internationaux.

Depuis avril 1988, la firme sud-africaine Rembrandt, quatrième groupe financier au pays de l'apartheid, a mis la main sur le deuxième groupe de la montre de luxe suisse. L'alliance Suisse-Afrique du Sud est dorénavant réglée comme une montre de précision. Sous la houlette des jeunes parvenus, la mécanique horlogère s'était enrayée à l'avantage du platine, de l'or et du diamant. Au milieu des années 80, les prix fluctuèrent à la baisse. La concurrence dans la montre de luxe s'aiguïsa.

Alors ? Le groupe français Cartier arriva. Il prit le contrôle de Piaget, au travers d'un montage financier incluant un Piaget Holding International SA et le Holding Luxco (Luxembourg) qui a des intérêts décisifs chez Dunhill, Montblanc (les stylos) et Cartier.

"Le quotidien de Johannesburg, The Star, a rappelé que le principal actionnaire de Cartier, avec 46,5% du capital, le groupe Rothman's International (tabacs) basé à Londres, était lui-même contrôlé à 33% par le groupe sud-africain Rembrandt". Dunhill, Montblanc, c'est aussi Rembrandt. Aujourd'hui, les deux firmes de montres de luxe Piaget et Baume & Mercier sont devenues des *must* helvétiques de



l'apartheid. Platine, or, diamant, entretiennent la gémellité suisses-sud-africains. Rembrandt-Piaget, deux bons comères.

Stylos, montres et cigarettes, des luxes made in apartheid ! ■

PORTUGAL

Expulsion d'un membre de la commission politique du PCP

Une militante s'est levée et dit : "heureusement que le parti n'a pas pris le pouvoir en 1975, sinon j'aurais été obligée de m'exiler à l'étranger".

Le parti en question, c'est le Parti communiste et la scène se passe dans une réunion à Lisbonne : l'assemblée générale du secteur intellectuel de ce parti dans la capitale. Des 300 participants, une franche majorité s'oppose à la politique suivie par le Comité central quant à la crise intérieure ; elle le dit ouvertement et, pour la première fois dans l'histoire de ce parti, tout se sait immédiatement : les journaux du jour publient reportages et commentaires à qui mieux mieux.

Quelques jours auparavant, le CC a pris une mesure sans précédent : il a expulsé de la Commission politique (le BP) Zita Seabra, une dirigeante très connue, ayant été de longues années permanente du parti où elle milite depuis l'âge de 15 ans, dans la clandestinité sous la dictature de Salazar.

Malgré une majorité qui s'était dégaugée au Comité central pour qu'elle soit expulsée de ce CC voire du parti, la Commission politique a décidé de limiter ses sanctions publiques en prenant une mesure plus modérée, et dans tous les cas, dans six mois se tiendra le congrès du PCP et Zita ne sera pas réélue.

Les accusations - il ne s'agit pas d'un procès organisé avec accusation et droit à

la défense - vont de questions politiques à des questions de comportement personnel. Politiquement, et c'est ce qui est le plus important, ce qui était en cause, c'étaient les soi-disant liens de Zita avec le "groupe des Six" (voir *Inprecor* numéro 264 du 25 avril 1988), regroupement de militants connus, qui ont publiquement demandé des modifications des statuts et du programme du Parti, comme des critiques vis-à-vis de l'orientation politique suivie. Il est certes indiscutable qu'il y ait accord politique entre cette militante exclue de la commission politique et le groupe de contestataires, qui se sont caractérisés par leur défense de la *perestroïka* et leurs appels à "réformer le PC".

Ces accusations sont enrichies par des références à des manquements dans l'exécution de tâches et certains contacts fractionnels, et c'est là que nous arrivons au détail le plus important, à sa participation à un réveillon ... dans la maison d'un autre militant communiste, en l'occurrence le plus connu des dirigeants de la CGTP, la centrale syndicale liée au PCP, José Luis Judas. En faisant cette accusation, la direction du PCP, met en cause directement les dirigeants communistes de ce syndicat, ce qui transforme le paysage de la crise. Jusqu'à présent, ces derniers s'étaient bien gardés de prendre une quelconque position explicite sur ce sujet, même si José Luis Judas avait déploré le manque de correspondance entre le poids social de la centrale et l'expression politique des partis de gauche. A bon entendeur, salut...

L'existence de contradictions entre l'appareil syndical et l'appareil du parti est de notoriété publique, depuis longtemps, l'organisateur du procès contre Zita Seabra était responsable du contrôle de la structure syndicale, et connaît les tensions permanentes qui existent dans ce secteur. D'autre part, la CGTP a révélé une grande capacité d'action, notamment dans son adhésion au mot d'ordre de grève générale convoquée par la centrale "concurrente", le 28 mars dernier, fait totalement impensable voilà un an. Dans ce contexte, la crise du PCP gagne une nouvelle di-

mension. Il est difficile de faire des prévisions : en faisant l'éloge de Ligatchev, la direction du PCP espère que la *perestroïka* se réorganiserait en accord avec sa tradition. Prévoyant des mouvements sociaux dans le pays, elle passe en pertes et profits une crise du secteur intellectuel et même du syndicat, en renforçant la "maison" et en attendant que la tempête soit calmée.

Toute la question est de savoir si cette tempête aura réellement une fin. ■

POLOGNE

Deux dirigeants du Parti socialiste toujours emprisonnés

Deux des militants arrêtés lors de la vague des grèves qui secoua la Pologne en avril et mai 1988 sont toujours en prison. Il s'agit de Czeslaw Borowczyk et de Jozef Pinior, deux dirigeants du Parti socialiste polonais (PPS). Leur tort est d'avoir appelé à la grève de solidarité les travailleurs de l'usine "Dolmel" de Wroclaw, lorsque, le 5 mai au matin, ils ont appris que la police polonaise a brutalement agressé les grévistes du complexe sidérurgique "Lénine" de Nowa Huta. Depuis une campagne pour leur libération se poursuit en Pologne. Deux de leurs camarades, arrêtés en même temps qu'eux, Jolanta Skiba et Aleksandra Sarata, ont été relâchées fin mai, à la suite d'une intervention auprès des autorités de l'évêque de Wroclaw, mais elles restent inculpées.

Le 15 mai dernier le Comité exécutif central du PPS a publié une lettre ouverte aux socialistes européens, dont nous reproduisons ci-dessous un extrait :

« Depuis sa fondation le Parti socialiste polonais est une des organisations oppositionnelles les plus harcelées en Pologne.

Le PPS est une organisation politique de syndicalistes indépendants. Il met en œuvre de manière conséquente le programme de la défense des principaux droits du citoyen et du travailleur. Il prône les idées du socialisme démocratique, qui paraissent attractives pour la société polonaise, pour les travailleurs organisés au sein du syndicat indépendant autogéré "Solidarité" - et c'est cela qui fait du PPS un danger pour le système communiste dominant en Pologne.

Durant les journées d'avril et mai, "chaudes" pour le monde du travail polonais, les militants du PPS ont pris part aux actions de protestation et aux grèves dans les entreprises et les facultés. Ils en étaient souvent les inspirateurs. Une de ces actions a servi de prétexte pour réprimer le PPS.

Le 5 mai, dans l'enceinte de la fabrique de matériel électrique "Dolmel" de Wroclaw ont été arrêtés Jozef Pinior, Czeslaw



Borowczyk, Jolanta Skiba et Aleksandra Sarata. Ils ont été inculpés sous l'absurde accusation d'avoir agressé un fonctionnaire de la milice industrielle et sont emprisonnés pour trois mois. Actuellement leur procès est en préparation, procès au cours duquel ils risquent des peines de plusieurs années de prison.

Jozef Pinior est un des principaux dirigeants de "Solidarité". Avant le 13 décembre 1981 il fut membre de la direction régionale du syndicat en Basse-Silésie, puis, au sein de "Solidarnosc" clandestin, il fut président du Comité régional de grève (RKS) de Basse-Silésie et membre de la plus haute instance de "Solidarnosc", la Commission provisoire de coordination (TKK). Il fut emprisonné à ce titre. Membre fondateur du PPS, il en est un des principaux dirigeants. En tant que dirigeant socialiste et syndical il a pris part à de nombreux meetings et actions de protestation dans les entreprises et les usines. Il jouit d'une immense autorité auprès des travailleurs de Basse-Silésie.

Czeslaw Borowczyk fut président de la Commission clandestine d'entreprise de "Solidarnosc" à "Dolmel" pendant l'état de guerre. Emprisonné, puis représentant public de "Solidarnosc" de "Dolmel", il est le dirigeant incontestable des travailleurs de cette entreprise. Membre fondateur du PPS, il est le vice-président de son Comité exécutif central (CKW).

Jolanta Skiba est membre fondatrice du PPS. Elle fut auparavant militante de l'opposition démocratique à Wroclaw. Emprisonnée à de nombreuses reprises, elle est secrétaire du Comité ouvrier régional (OKR) du parti à Wroclaw.

Aleksandra Sarata est militante des droits de l'Homme, liée à l'opposition démocratique et au Comité d'autodéfense sociale "KOR" depuis les années 70. Elle sympathise avec le PPS.

Le procès préparé à leur rencontre relève d'une vengeance politique contre

les principaux dirigeants du PPS. La fondation du PPS le 15 novembre 1987 constitue un précédent dans le bloc communiste - s'il survit cela ouvrira des perspectives de développement de partis socialistes dans ces pays. (...) Nous sommes certains que les socialistes européens feront tout, pour que nos dirigeants retrouvent la liberté". ■

DANEMARK

Une bombe au SAP

Pendant la nuit du 23 au 24 mai, le local central du Parti socialiste ouvrier (SAP), section danoise de la IVe Internationale, situé au centre de Copenhague a été attaqué. Les fenêtres ont volé en éclats et deux bombes incendiaires ont été lancées à l'intérieur. Un vendeur de journaux repéra l'attaque à temps et appela les voisins, les dommages matériels ont ainsi pu être limités.

Le SAP est maintenant bien connu pour son travail anti-raciste et anti-fasciste solide. Au Danemark, la politique du gouvernement envers les réfugiés est devenue de plus en plus restrictive, et elle a même été critiquée comme inhumaine par *Amnesty International*.

Lors des élections législatives, quelques semaines auparavant, le Parti du progrès, anti-immigrés et ultra-droitier a fait une percée importante (voir *Inprecor*, numéro 267 du 6 juin 1988). Dans ce contexte, le SAP a considéré la lutte contre le racisme et la xénophobie comme l'une de ses tâches principales.

Récemment, le SAP a été menacé à plusieurs reprises à cause de ses activités anti-racistes. Le 14 mai, le festival Rock contre le racisme organisé conjointement par le SAP et le Parti socialiste (SP), section suédoise de la IVe Internationale, pour célébrer le 50e anniversaire de la fondation de la IVe Internationale avait été menacé d'une bombe. Et au cours des dernières semaines, le mot d'ordre "A mort le SAP" avait été peint sur les murs de Copenhague. Le SAP considère cette dernière attaque comme la suite de ces menaces.

"C'est une attaque contre tout le mouvement anti-raciste et le mouvement ouvrier", a déclaré à la presse Michael Voss, membre du Comité exécutif du SAP. "Nous appelons tout le monde à riposter à cet acte de terrorisme des forces d'extrême-droite en renforçant le mouvement anti-raciste."

Au cours de la récente campagne électorale, un extrémiste de droite bien connu, l'éditorialiste Kraurup, avait accusé le SAP de terrorisme à cause de la participation de ce parti à des manifestations contre le racisme. "L'attentat (du 24 mai) montre que la véritable terreur vient des cercles qui se tiennent tout près de Kraurup", commenta Michael Voss. ■